



le peuple breton

7f

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

N° 228 - DÉCEMBRE 1982

CENTRE-BRETAGNE

LA FIEVRE

DE L'URANIUM



RENCONTRE

ANICET LE PORS

REPORTAGE

LES SAHARAOUIS

M 2331 - 228 - 7,00 F

P.C./Le Peuple Breton



Pour votre Magnétoscope
Achetez-vous un SONY

A partir de 5600 F



En vente à

TRANSELEC - VIDEO

188, rue Jean-Jaurès - BREST
Tél. 44.32.79 - Poste 21



CARAVANING . NAUTISME
CAMPING . PLEIN-AIR
SPORTS

L'Hermitage, route de Gouesnou, BREST ☎ 02.28.77

Kenober

ÉLECTRICITÉ GÉNÉRALE

17, Avenue de la Libération

QUIMPER

Tél. 90.63.33

**LE MANHATTAN
BAR**

26, Rue de l'Harteloire - BREST
Téléphone : 44.24.22

Ouverture 18 heures
Fermé le Dimanche

**Centre de Diffusion au service des cultures
et civilisations bretonnes et celtes**

BREIZ vous propose dans ses 3 magasins :

BREIZ, 9, avenue du Général de Gaulle
44500 LA BAULE

Téléphone **60.21.62**

BREIZ, 10, rue du Maine
75014 PARIS

Téléphone **320.84.60**

BREIZ, 17, rue de Penhoët
RENNES

Téléphone **79.01.87**

**UN GRAND CHOIX DE LIVRES ET DISQUES
BRETONS, ECOSSAIS ET IRLANDAIS**

Industriels.Commerçants.Artisans.
Clubs sportifs.Associations....

UN BESOIN EN SÉRIGRAPHIE FLOCAGE



M.C CREATIONS

Le Frelay, BOUEHO 22170 CHATELAUDREN
☎ (96) 74.14.35

Bouteilles - Drapeaux - Drapeaux - Tee-shirts - Sacs de plage - Maillots foot - T-shirts etc

Present à La Foire de StBrieuc Parc de Brezillet du 11 au 19 sept

coupon réponse:

Nom:

Adresse:

Tél:

je désire: DOCUMENTATION ☐

VISITE REPRÉSENTANT ☐

Même si vous ne savez

qu'un peu le breton...

**LISEZ AUSSI
POBL VREIZH**

**MINI
BANQUE 24**

**LE NOUVEAU
LIBRE-SERVICE BANCAIRE**

Crédit Mutuel de Bretagne

Souscription permanente pour le progrès du « Peuple Breton »

CONCOURS

La boucle est bouclée. Après tirage au sort parmi les 223 personnes qui ont eu la bonne idée de s'abonner au « P.B. » durant le mois d'octobre, c'est Monsieur M. Le Troquer, habitant Le Perray en Yvelines (78), qui a gagné le 3^e voyage en Grande-Bretagne, offert par Brittany Ferries. Nota : ce n'est pas parce que le concours d'abonnements est terminé qu'il faut en rester là. Abonnez-vous !

12^e liste

M. L. G., Bains sur Oust	20,00
J. Martin, Fresnes en Wœuvre (55)	30,00
P. Le Borgne, Huelgoat	30,00
J. Tanguy, St-Brieuc	30,00
A.M. Le Bras, Rennes	30,00
T. Le Bourhis, Viroflay	30,00
G. Morandeau, Nantes	30,00
M. Here, Rambouillet	30,00
R. Tréguer, St-Renan	30,00
N. Riou, Pontchâteau	80,00
B. Houët, Dinard	20,00
J. Le Thomas, Meaux(77)	30,00
A. Mahéo, Romorantin (41)	20,00
P. Lavarec, Dinard	30,00
M. Madec, Blois (41)	20,00
A. Le Berre, Berck (62)	20,00
F. Le Reun, Milizac	30,00
D. Le Cossec, Loctudy	20,00
G. Chavin-Colin, St-Brieuc	70,00
A. Baron, Verneuil en Halatte (60)	30,00
J. Duffourg, Boulogne-Billancourt	30,00
A. Mandart, Grandchamp	30,00
D. Cornu, Sehltingheim (67)	30,00
Anonyme, Brest	20,00
R. Pinsard, Caulnes	20,00
Hautefeuille, Versailles	20,00
Y. Le Floch, Brest	130,00
R. Riou, Lannion	130,00
J.M. Dorel, Andresy (78)	30,00
P. Marc'heg, Nantes	20,00
P. Halleguen, Brest	20,00
K. Guéné, Plérin	30,00
J.P. Lavanant, Plabennec	30,00
B. Delavigne, St-Malo	30,00
J. Chapron, St-Malo	30,00
D. Derrien, Maël-Carhaix	30,00
L. Le Neve Ricordel, Nantes	20,00
H. D., Lesneven	20,00
J.P. Le Roch, Morlaix	20,00
P. Le Gallou, Vernon	20,00
M. Pontonnier, Pont-Croix	20,00
M. Y. Le Bris, Brest	20,00
R. Jézéquel, Vanves (92)	80,00
M. Jesse, Pomponne (77)	30,00
Anonyme, Brest	50,00
Anonyme, Brest	50,00
M. Dannewitz, Frankfurt	25,00
B. Jacolot, Plouzané	30,00
B. Guérin, Pluneret	30,00
P. Chevallet, Montpellier (34)	30,00
S. Morin, Gilette (06)	30,00
I. Le Rhun, St-Sébastien/Loire	30,00
C. et J.L. Le Goff, St-Brieuc	20,00
J.J. Volant, Pluguffan	20,00
G. Quiguer, Brest	30,00

Total 12^e liste 1835,00
Report des listes précédentes 19036,70

TOTAL 20871,70

SOMMAIRE

Editorial :

Municipales : parlons sérieusement ... 4

Politique :

Une interview d'Anicet Le Pors 15

Enquête :

La fièvre de l'uranium en Centre-Bretagne 6

Agriculture :

La crise de croissance de l'aviculture? 12

Breton :

Signalisation bilingue 10
Le Breton, quel luxe ! 5

Loire-Atlantique :

Defferre jette le masque 11

Humeur :

Le doigt de Florence 5

International :

Sahara occidental 18

Un jour avec :

Jean-Yves Monnat et la S.E.P.N.B. ... 22

Littérature :

La Bretagne de 7 livres 26
Syndicalisme et nouveaux mouvements sociaux 28

Disques :

Milladoiro 29

Cinéma :

La fille offerte 29

Deux disparitions :

Fañch Vidament, Yves Person 30

B.D. :

La page de Laor'z 32

Rubriques :

Chiche ? 5
P.B. Service 21



1^{re} partie de notre reportage au Sahara Occidental : 2.000 km avec les combattants du désert (lire p. 18).

• LE PEUPLE BRETON • - Mensuel - B.P. 304, 29273 Brest Cédex, Tél. : (98) 46.18.24 (Répondeur après 19 h.). - Rédaction : Pierre Gallais - Directeur de la Publication : Jean Guéguénat.

ABONNEMENTS - Ordinaire : 70 F - De soutien : à partir de 90 F - Etranger : 85 F - Etranger (par avion) : 105 F - C.C.P. : 2365-76 Rennes.

CHANGEMENTS D'ADRESSE - Pour tout changement d'adresse, nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal, et en joignant 2,00 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

PUBLICATION - Publication inscrite à la C.P.A.P., N° 41 387 - Photocomposition Atelier Le Dœuff, Lorient - Imprimerie de l'Iroise, Brest - Dépôt légal : 4^e trimestre.



55, rue Yves-Collet
Brest
Tél. : 44.52.89

Roger Coiffure

Mixte

11, Rue des Boucheries
LANDERNEAU
Tél. : 85.22.94



TOUTES PELLICULES
SHAMPOOING
LAVANDIN-NIAOULI

J.F KERVERN

2 fois par semaine

Edito

La cuvée de 1983
vaudra-t-elle celle
de 1977 ?



A. Keler/Sygm

MUNICIPALES: PARLONS SÉRIEUSEMENT...

QUE l'U.D.B. se présente seule à une élection et on lui reproche de diviser la gauche. Que l'U.D.B. ne s'y présente pas et on lui reprochera au cours de négociations ultérieures de ne pas être représentative !

Qu'elle promette d'apporter son soutien au second tour au candidat de gauche le mieux placé (donc au P.S.) et elle est courtisée. Qu'elle demande ensuite une place conforme à sa réelle présence sur le terrain des luttes et elle est éconduite.

Ainsi font font font nos amis du parti socialiste qui considèrent la présence des autonomistes sur les listes de gauche aux municipales comme indispensable mais qui œuvrent ensuite à la rendre la plus réduite possible.

Ce petit jeu n'est pas digne des espoirs dont la gauche est porteuse. A trois mois de la première élection générale depuis mai-juin 81, il serait temps de parler sérieusement et de mettre les arguments et les débats à la hauteur de l'enjeu.

Le bureau politique de l'U.D.B. a très largement évoqué cette question et a souhaité que la mobilisation la plus large se fasse autour des formations de la majorité présidentielle afin de conforter les acquis des équipes municipales élues en 77 et surtout de faire passer dans les faits, au niveau des communes et des quartiers, la volonté de changement née l'an dernier.

Les récentes élections partielles ont montré que le principal obstacle sur cette voie, ce n'était pas la remontée de la droite mais la stagnation de la gauche. Le véritable danger, ce n'est pas que les nostalgiques de l'ancien régime reviennent en force mais c'est que les forces populaires acquises au changement s'abstiennent de venir confirmer leur choix.

Pour ce faire, l'Union démocratique bretonne estime que deux conditions sont indispensables :

— premièrement, il ne faut pas qu'un seul parti s'attribue les bénéfices du changement. La victoire de mai 81 a été celle de l'union et le crédit que le P.S. en a tiré de façon exceptionnelle un mois plus tard ne justifie en rien les tendances actuelles à l'hégémonie de ce parti. Seule une pratique d'ouverture sera à même de créer un large mouvement d'opinion.

— deuxièmement, il faut qu'au-delà de l'arithmétique électorale, chaque parti, et surtout une organisation comme l'U.D.B., porteuse de solutions d'avenir, trouve dans l'union une place suffisamment motivante pour lui permettre de contribuer à lever les doutes qui minent la population.

Il est en effet trop simple de tirer avantage de son importance électorale passée pour conditionner les résultats des élec-

tions à venir. Rappelons que, même avec le P.S., le P.C. et le M.R.G. au pouvoir à Paris, les médias et les systèmes électoraux continuent d'avantager outrageusement les grands partis nationaux. Rappelons que la nouvelle loi sur les élections municipales a été conçue pour éliminer les petites formations en leur enlevant toute possibilité d'avoir des élus sur des listes autonomes, donc en leur enlevant ainsi toute possibilité de négocier valablement leur présence sur des listes d'union.

Il est aussi trop simple de rechercher dans certains cas et certaines villes la marginalisation de notre parti, parce que sa trop forte présence s'avèrerait dérangeante; et de rechercher dans d'autres sa caution unitaire pour faire pression sur une tierce formation.

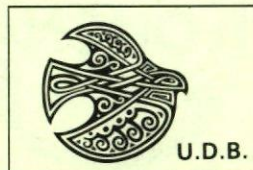
Aussi, l'U.D.B. demande-t-elle à ses partenaires d'être logiques et conséquents et de ne pas enliser les négociations dans des querelles de chapelles et des comptes d'apothicaires. La volonté d'ouverture exprimée au niveau national s'arrêterait-elle aux jobertistes, aux personnalités locales et aux portes de la Bretagne ? La volonté de coopération avec l'U.D.B. affirmée à Paris par Michel Debré, secrétaire national du P.S., puis à Saint-Brieuc par Lionel Jospin lui-même, se serait-elle émoussée en redescendant jusqu'aux fédérations bretonnes ?

L'U.D.B. qui, pour sa part, n'a jamais eu d'exigences démesurées ou de propositions qui ne puissent être acceptées par ses partenaires, souhaite que toutes les négociations ouvertes puissent être menées à bien. Forte de sa volonté unitaire et de l'expérience acquise dans les municipalités, elle souhaite que des listes d'union, respectant l'audience locale et les programmes municipaux de chaque composante, puissent être formées le plus rapidement possible.

Quoi qu'il en soit, les militants U.D.B. agiront pour être présents dans un maximum de communes, aux côtés des partis hexagonaux, associés à l'un d'entre eux ou de façon autonome. Leur participation massive est la garantie d'une prise en compte des intérêts particuliers des travailleurs bretons.

C'est aussi la garantie d'un plus large succès des forces progressistes dans une Bretagne qui reste encore majoritairement dirigée par la droite.

Les militants U.D.B. seront aussi présents pour montrer que la démocratie se vit d'abord à l'échelon des communes et se renforcera plus tard à travers l'autonomie socialiste de la Bretagne.



LE DOIGT DE FLORENCE

Si vous avez écouté la radio ce jour-là, vous n'avez pas manqué d'apprendre que Florence Arthaud s'était coincé un doigt et qu'un autre concurrent de la «Route du rhum» avait une crise d'appendicite. Par contre, il fallait beaucoup d'attention et le hasard, d'un bref instant pour apprendre qu'on était sans nouvelles d'un chalutier en Baie de Seine avec six hommes à bord. On n'a d'ailleurs pas su ce qu'il en était advenu. Peut-être dans «Ouest-France», mais alors uniquement dans l'édition locale du Calvados.

Que l'on comprenne bien. Je n'ai personnellement rien contre la «Course du rhum» en soi, et encore moins contre ses concurrents, hommes et femmes d'une trempe assez rare, et dont l'aventure balaie quelque peu la grisaille du quotidien. Comme tout un chacun, je trouve par contre peu reluisantes les histoires de gros sous qui font qu'aux sept vents du diable qui soufflent sur ces voiles s'ajoute celui d'une marque de cassoulet imposant son nom au bateau. Mais ce qui m'horripile par dessus tout, c'est le cirque entretenu autour de la course par les média, qui ne parlent de la mer, ou presque qu'à de telles occasions.

Il n'existe pas au monde d'autres cas d'un pays pourvu d'une telle étendue et d'une telle variété de côtes et qui tourne aussi résolument le dos à la mer, depuis des siècles, comme le fait la France. Dans ces conditions, ne donner de la mer que cette seule image à un public d'une rare ignorance est une faute grave. Toutes les âneries ou presque, on les a entendues au cours de ces trois semaines de battage, et la moindre n'est pas la déclaration sur «R.B.O.» de M. La Prairie, ancien P.D.G. du CNEOX, exaltant une vocation maritime pour les jeunes alors qu'il est fort bien placé pour savoir qu'il y a peu d'élus en ce domaine.

Plus qu'une faute, c'est presque un crime, car ce battage a encouragé des ignorants à prendre des risques stupides, dont il a fallu les tirer au coût de la collectivité. Si la douzaine de jeunes gens venus d'ailleurs qui sont restés coincés par la marée sur le Grand Bé à Saint-Malo le samedi précédant le départ de la course, et qu'il a fallu trois tours de zodiac pour aller chercher en ont été quittes pour le ridicule, le cas est plus grave de ces plaisanciers (chez les professionnels de la mer ce mot est une injure) qui se sont pris, le jour du départ, pour des demi-dieux dans le sillage des grands. Et qui, lorsqu'il a fallu rentrer, se sont retrouvés dans la même situation qu'un gamin qui s'est éloigné de la plage avec son canard gonflable et que le vent pousse au large.

C'est ça, le changement !

CE soir-là, à la maison pour tous de l'Harteloire, à Brest, j'avais risqué un œil au rez-de-chaussée. La FNACA y tenait, à l'occasion de son congrès national, une copieuse exposition. Vous ne m'en voudrez pas si je ne peux vous la décrire en détails, mais quand on a un malaise, on a un malaise !

Les seuls panneaux que j'ai approchés ne parlaient pas de la FNACA, mais de l'Algérie du bon vieux temps, celle où l'on pouvait tuer du bougnoule dans l'honneur. Des photos, des coupures de journaux de l'époque, mettant en avant les hauts faits de l'OAS en long et en large, des généraux. «Des héros» expliquait un commentateur genre militaire en civil face à trois poilus : «Voici la photographie du général Machin, un grand homme, génial ; Tenez-donc, c'est à lui qu'on doit la ligne électrifiée qui empêchait les gens de passer entre le Maroc et l'Algérie. Là, il y en a eu des tas de pris !»

Génial ! Mon malaise s'est quand même amplifié le lendemain quand j'ai appris que deux adjoints au maire socialiste de Brest avaient successivement refusé d'inaugurer cette exposition, mais qu'il s'en était trouvé un troisième pour le faire : R. Leprohon.

P. F.

Le Breton ? Quel luxe !

Fac de Rennes, début novembre. Aujourd'hui, c'est le dernier jour d'inscription. Pas évident : entre les exigences de l'administration et les désirs de promotion d'étudiants salariés ou autres, s'installe parfois un fossé insurmontable. Mots aigres-doux, éclats de voix : «Pas que ça à faire... Je travaille, moi... Peux plus attendre...»

Ça défile. Les suivants forment un petit groupe : «Vous vous inscrivez en ?» — «Licence de breton». Tiens, je laisse pendre mon oreille la plus proche : «Vous faites partie de ceux qui s'inscrivent par l'article 10 ?» — «Ben, oui, sans doute !» Une fois le curriculum débité : «Tiens ! Vous n'avez jamais été inscrits en fac ?» — «Ben, non». Surprise.

Dans ce petit groupe des «breton» (dixit la secrétaire), aucun n'avait jamais été en fac. Tous, fiches de paie à l'appui, faisaient une demande de dispense d'assiduité... et un seul répondait à la fiche signalétique du «Breton bretonnant typique» cheveux longs, kabig bleu marine,

Triskell en bandoulière. Les autres : une petite dame rondelette et rigolarde, une jeune femme plutôt classique, gabardine stricte... Bref, signes distinctifs : néant.

Nous avons échangé quelques mots ; je pensais aux déclarations sentencieuses de quelques responsables P.S. (cf. dernier «P.B.») concernant la langue bretonne... langue d'une certaine élite intellectuelle... l'enseignement du breton, un luxe !

Ben voyons. Témoin les gens qui en 1982 font la démarche et s'inscrivent en licence de breton. Ceux que j'ai rencontrés n'étaient pas spécialement un échantillon d'intellectuels nostalgiques. Et qui sont-ils les autres, tous les autres ? Parce qu'il y en a beaucoup à avoir franchi le pas. Des étudiants suivant un cursus universitaire de lettres ou de langues, c'est sûr, mais aussi des instits ruraux, des mères de famille, des paysans. Eh oui, ça fait pas mal de Bretons qui ont décidé de s'offrir le luxe de leur langage !

Y.L.M.

La mer ce n'est pas cela. La mer c'est aussi cette image que je n'oublierai jamais d'un petit chalutier, de 25 m environ, aperçu dans le Golfe de Gascogne il y a un peu plus d'un an lors d'un fort méchant coup de chien. Par moments, plus du tiers avant de la quille était visible, par moments seule la pouille du mât émergeait des creux. Un mouvement pas normal : il était en pêche, chalut au cul, inapte à toute manœuvre, au risque de faire à chaque instant son trou dans l'eau, comme tant d'autres avant lui, dont on a

moins parlé que d'Alain Colas. Les pêcheurs savent bien que les traites d'un bateau neuf à payer sont la principale cause des naufrages, par les risques qu'elles poussent certains à prendre, dans des conditions économiques, que le caractère terrien de la mentalité nationale ne tend pas à améliorer. Le changement ce pourrait être cela aussi, si le public en prenait conscience. Mais pour cela, il faudrait qu'au lieu de cirque les média fassent leur boulot.

* J.L.F.

ENQUETE

Le Centre-Bretagne est pas mal sollicité ces temps-ci pour qu'il rende un peu l'uranium qu'il garde dans ses entrailles. Ça ne plaît pas à tout le monde. Aux agriculteurs, aux consommateurs, aux élus. En arrivant discrètement dans le pays, la CO.GE.MA a provoqué une effervescence. Pendant ce temps-là, à Persken, dans le pays Pourled, des mineurs continuent à descendre au fond des galeries chercher cet «élément radio-actif naturel». Nous avons été voir un peu tout le monde. Et on nous a raconté...

CHEZ Jean-Noël Bourdonnay, route de Trégornan, la table de la grande salle-à-manger est rapidement couverte de documents divers. Parmi ceux-ci un numéro du Journal Officiel. Au bas d'une page, on lit en date du 13 octobre l'enregistrement du «Comité de lutte contre la recherche d'uranium dans la région de Glomel».

A savoir dix jours avant la clôture de l'enquête publique (démarrée le 22 septembre) faite par la Compagnie Générale des Matières Nucléaires (CO.GE.MA) après qu'elle ait déposée une «demande de permis exclusif de recherches de mines d'uranium et autres matériaux radio-actifs» dans un secteur concernant les communes de Glomel, Rostrenen, et Mellionnec (pour les Côtes-du-Nord) Plouray et Ploërdut (pour le Morbihan).

Un comité qui «tourne» bien, au sens propre du terme: pour beaucoup, ses membres sont agriculteurs, et la charge des commissions créées (Presse, Juridique, Trésorerie, etc...) leur incombe à tour de rôle — afin que le travail de la terre ou de l'élevage puisse être fait à temps.

Pétitions, tracts, affiches, réunions publiques, le comité a voulu jouer l'efficacité et ça n'a pas trop mal marché si l'on en croit le nombre de gens du pays présents à diverses réunions d'informations. Là, fait notable, les différentes tranches d'âge étaient représentées, et les catégories socio-professionnelles se signalaient par une certaine diversité. Pas un mouvement marginal, donc.

Mais pourquoi cette opposition? Michel Balbot, chargé de la commission «Presse» me remet le premier bilan du comité. Première phrase: «La CO.GE.MA pensait arriver à ses fins dans le plus grand secret». Allusion faite à la grande discrétion de l'annonce de

l'enquête publique. Comme le veut la loi, un «avis au public» doit être publié dans deux journaux différents. Si en Morbihan cet avis a été publié dans l'édition départementale d'*«Ouest-France»* en Côtes-du-Nord, la pratique veut que ce type de communiqué passe dans les petits journaux habilités à publier des annonces légales. En l'occurrence, ce sont deux périodiques locaux de Guingamp et de Loudéac qui feront paraître cette information, à la demande de la Préfecture du département.

Entrée dans le coin en douceur donc, et ce d'autant plus qu'aucun avis ne sera affiché dans les mairies, pas plus que les maires ne seront contactés (ainsi qu'il est d'usage en pareil cas). Du côté de la CO.GE.MA, la maladie inopinée d'un ingénieur servira d'explication à cet état de quasi-ignorance dans lequel a été tenue la population.

Qu'il soit volontaire ou non, ce genre de maladresse est encore moins bien venu que c'est d'uranium, donc de nucléaire, qu'il est question, et que ce débarquement s'opère en Bretagne — région déjà pas mal sensibilisée au problème.

Circonstance aggravante: en avril, a eu lieu une enquête semblable un peu plus au nord, dans la zone de Kergrist-Moëlou (lire encadré), et le caractère confidentiel de la chose a encore été plus évident.

Cette façon d'agir en tapinois aboutit à donner encore plus de poids aux arguments des opposants. Jean-Noël Bourdonnay, président du comité de défense, les résume: «Depuis quelque temps, on constate une légère tendance à ce que la désertification du Centre-Bretagne se stabilise. L'exode semble stoppée, et des jeunes décident de s'installer à la terre. Alors, quand on lit les statistiques officielles concernant des communes du Limousin où sont exploi-

Centre-Bretagne

LA CARTE CACHÉE DE L'URANIUM

tées des mines d'uranium, et qui démontrent que leur population n'a jamais augmenté et même plutôt diminué, on se pose des questions».

«C'est pas la peine que la CO.GE.MA dépense 235 millions de centimes pour obtenir son permis, on ne veut pas d'exploitation d'uranium dans la région» continue J.N. Bourdonnay, également maire-adjoint de Glomel. «Nous voulons garder nos terres, qu'elles continuent à nous faire vivre. Je parlais d'exode. pour les agriculteurs, c'est pareil: il est temps qu'il finisse».

A cet aspect économique, un certain nombre d'organisations et partis ont été sensibles: entre autres, les deux FDSEA, la CFDT, les Travailleurs-Paysans, le MODEF, le PSU, l'UDB. Cette dernière pose deux questions: «De jeunes cultivateurs s'installent sur Glomel depuis quelques années: faut-il briser cette dynamique qui s'amorce une mine d'uranium à supprimer va obligatoirement supprimer des exploitations agricoles et en contre-partie ne créera que peu d'emplois? Des recherches d'uranium ont été faites il y a déjà une quinzaine d'années: dans quelle mesure toute velléité de développement économique n'a-t-elle pas été «gelée», afin de permettre à des organismes tels que la CO.GE.MA de s'installer sans trop de difficultés?».

Complétons cette levée de boucliers par les arguments concernant l'environnement. A doses variables, la radio-activité existe partout à l'état naturel. Celle émise par l'uranium est sans danger si on laisse le minerai peinar. Mais dès qu'on l'extrait, c'est-à-dire qu'on met les tonnes de terre le contenant à l'air libre, il agit et constitue une menace. Dont les effets ne sont pas dissipés aisément, une fois l'exploitation terminée et les trous rebouchés.

Interrogé sur ce point, Pierre Le Goff, chef du groupe des missions prélimi-

naires de recherches d'uranium, à la CO.GE.MA, précise: «En principe, ce n'est pas le cas. Nous exploitons deux types de mines. Celles portant sur des gisements sédimentaires sont des carrières et donc creusées en surface. Après exploitation, on rebouche avec du stérile et de la terre végétale en surface. Pour les gisements de type filoniens, c'est-à-dire de ceux qu'on risque le plus de trouver en Bretagne, les mines sont creusées verticalement (l'extraction se fait en galeries) et nous sortons le minerai de terre, puis nous rebouchons. D'une façon générale, on altère très peu la nature de la roche. Comme nous ne sortons que ce qui nous intéresse (ce qui se comprend économiquement) nous ne creusons pas sur de larges surfaces».

Mais voilà. Durant le mois d'octobre a circulé dans la région de Glomel un film réalisé par des journalistes suédois qui traite des effets des exploitations d'uranium dans le Limousin, région d'Ambazac. En circulation également, un article du numéro de janvier 81 de «50 millions de consommateurs» traitant du même sujet. Ce dernier affirmant que: «Trois sources de contamination sur les lieux de production de l'uranium: rejet dans les eaux de surface, infiltrations souterraines et pollution aérienne», il est compréhensible que des réactions du genre «On ne veut pas de cette saloperie chez nous» aient été entendues.

Pour Gilles Huet, permanent de l'Association pour la protection des salmonidés en Bretagne (APPSB): «Le secteur visé par la CO.GE.MA concerne une des principales ressources d'eau de la Bretagne. Le Scorff, l'Ellé, le Blavet et l'Aulne fournissent au moins la moitié de la population du Finistère en eau

**« On peut pas comparer :
c'est pire.
Plogoff était dangereux
en cas de pépin ;
ça, c'est dangereux sans pépin »**

potable. Pour l'instant, nous ne disposons comme élément d'information que de l'expérience des habitants du Limousin concernés par ce problème. Et elle n'est pas rassurante. En Bretagne, la réglementation concernant l'environnement n'est pas respectée, et les associations et les citoyens ont les pires difficultés à se faire communiquer par les administrations responsables des résultats d'analyses, ceci pour les pollu-



Les conseillers municipaux de Kergrist-Moëlou entourant Jean-Yves Le Pennec (au fond) et MM. Tanguy et Kachrillo de la CO.GE.MA (à sa droite).

tions les plus spectaculaires. Vous parlez d'uranium: la radio-activité de l'eau, ça ne se voit pas. On ne pourrait en faire constater l'importance que par l'administration. Dans ces conditions, et à la lumière de l'expérience de ce qui se passe en Bretagne, on ne peut qu'émettre de forts doutes concernant le bien-fondé d'une exploitation d'uranium».

Le Limousin, Bessines, la Crouzille... On n'a sans doute jamais autant causé à Glomel du plateau de Millevaches. André Clément le connaît, lui. Paysan breton, il a travaillé la terre près de dix ans (de 63 à 72) à Népoulas, près du village de la Crouzille; puis il est revenu au pays. Rencontré dans sa maison près de Trémargat, c'est pas précisément la joie qui l'inonde quand on lui parle mine d'uranium et terre agricole: «Dans le Limousin, ça fait presque quarante ans que ça marche. Là-bas, les sondages, les achats de terrains, si vous dites «non», on vous applique le code minier. En treize ans, la commune de Bessines a perdu plus de mille habitants. En 63, deux classes existaient, l'école était fermée en 68. Actuellement, saint Sylvestre b) qui on avait promis en 1949, qu'elle serait la commune la plus riche de France) va crever faute de flotte, alors qu'elle était en excédent d'eau dix ans avant. On dit que l'extraction d'uranium ne présente pas de danger pour la santé des mineurs: alors pourquoi certaines maladies sont maintenant reconnues comme «professionnelles» là-bas?»

Ça déferle. Et à un rythme d'autant plus soutenu qu'à la question de savoir si on

peut comparer «l'uranium à Glomel» au «nucléaire à Plogoff», André Clément a cette réponse: «Non, on peut pas comparer: c'est pire. Plogoff était dangereux en cas de pépin; ça c'est dangereux sans pépin».

Sortie précipitée de chez cet agriculteur en retraite, non en raison de son accueil qui est fort aimable, mais parce que débute dans quelques minutes à Kergrist-Moëlou une réunion qui promet.

**« En réalité,
il y a 4 chances sur 100
pour qu'il n'y ait pas ouverture.
Vous trompez les gens... »**

Dans la salle de la mairie, la moitié du conseil municipal est déjà présente. Au rendez-vous également, MM. Kachrillo et Tanguy, ingénieurs géologues à la CO.GE.MA. Troisièmes partenaires, des membres du comité de défense (celui de Kergrist, est, en ce début novembre, en formation et sera distinct de celui dit de Glomel). Manquent les quatrièmes pour que la partie commence. Ils arrivent: ce sont des habitants du bourg, surtout des paysans.

Jean-Yves Le Pennec, le maire, annonce la couleur: il a provoqué cette réunion contradictoire, qu'il souhaite avant tout porteuse d'informations, afin de permettre au conseil municipal (qui se réunira aussitôt après) de se prononcer sur l'extraction à venir ou non d'uranium dans la région de Kergrist-Moëlou.

C'est Etienne Le Meur, habitant âgé de la commune qui ouvre le ban. Sous forme de préambule: «A l'heure où M. Mauroy nous dit que les préfets doivent donner une grande audience à ces enquêtes publiques, qu'elles soient démocratisées, je tiens à dire qu'il est curieux qu'elles soient faites en secret, leurs auteurs passant par-dessus toutes les mairies».

Réponse de la CO.GE.MA avec les impondérables que l'on sait. Jean-Jacques Kachrillo poursuit en exposant la démarche que lui et la dizaine d'autres agents que la société compte envoyer sur le coin (un bureau d'informations doit s'ouvrir dans la région de Pontivy) vont suivre: «Il faut d'abord dire que



Michel Balbot
et Jean-Noël
Bourdonnay

nous en sommes au tout début. On connaît simplement quelques indices uranifères que l'on espère valoriser. Après analyse d'échantillons, mesures de géophysique et sondages, on verra si oui ou non ça vaut le coup d'exploiter. Qu'est-ce qu'un indice ? On peut le définir comme « un point anormal d'activité ». Dans la région, on les estime à environ 150. Pour chacun d'entre eux, il y a une chance sur 50 qu'il y ait ouverture de mine ».

Coupure de Jean-Pierre Chesnais, du comité de défense et prof. de maths de son état qui se lève en sortant une machine à calculer de sa poche : « Vous avez dit 150 indices... ». Après un rapide calcul avec des exponentielles et autres machins bizarres, il dit : « En réalité, il y a 4 chances sur 100 pour qu'il n'y ait pas ouverture. Vous trompez les gens en leur présentant les choses comme vous venez de le faire. Et vous savez très bien que vous n'arrivez jamais sur une région par hasard ». Le géologue en conviendra en faisant légèrement machine arrière : « Disons que pour un permis de recherche, qui concerne un ensemble d'indices, on a une chance sur dix d'aboutir ».

Durant toute la réunion, les membres

« Un docteur payé par la CO.GE.MA, c'est-à-dire qui sera à la fois juge et partie ! Merci bien ! »

du comité de défense mettront sur le tapis la question des nuisances que cause l'extraction d'uranium à l'environnement et aux habitants. Les représentants de la CO.GE.MA se diront incompétents en matière de radioactivité et réitéreront l'invitation de la filiale du Centre d'Energie Atomique (CEA) à l'attention des habitants et des élus concernés, à participer à un voyage prochainement organisé par ladite filiale du côté de la Crouzille (Limousin), afin de constater de visu que tout va bien là-bas.

Et qu'ils pourront discuter à loisir avec le Dr. Chameaud qui bosse à la CO.GE.MA et suit la question de près. Sèche intervention d'un membre du comité de défense : « Un docteur payé par la CO.GE.MA c'est-à-dire qui sera à la fois juge et partie ! Merci bien ! »

Un débat qui mettra également aux prises un agriculteur de Kergrist en retraite avec ses collègues paysans et le comité de défense. L'uranium lui, il y voit pas trop d'inconvénient, et puis il pense qu'il faut contribuer à enrichir la commune, par du travail, des emplois : « Je reviens d'Inguiniel (1). Là-bas, les gars ont vingt ans de mine et ça n'a pas l'air de les gêner. Vous parlez de pollution des sources. Mais y'a pas une source en bas du clocher de Kergrist qui soit potable ! »

C'est, de nouveau Etienne Le Meur qui conclura. Il se lève, solennel, plein d'une force tranquille, et à l'adresse des envoyés de la CO.GE.MA, il a cette sortie superbe : « Messieurs, vous n'avez pas de chance. Ici, vous êtes tombés sur des gens difficiles. Nous sommes ingouvernables ! Ça vient peut-être de l'uranium d'ailleurs. De plus, nous ne parlons pas le même langage : nous



Du haut de la mine de Persken. Au fond, Le Chapelain ; au-dessus, un fossé rempli d'eau où baignent des pneus...

sommes attachés à notre terre, et ça, il faut le dire à la CO.GE.MA ». Fermez le ban.

Réunion du conseil municipal, sans transition. Il en sortira une résolution qui, en substance, prendra position contre le projet d'exploitation d'uranium dans le secteur de Kergrist, la CO.GE.MA n'ayant pas donné d'assurances concernant les dangers de pollution de l'air et de l'eau qui en découleraient, et n'ayant donc rassuré ni les élus, ni les agriculteurs.

Au cours de la réunion contradictoire, un membre du comité de défense, médecin, aura eu cette intervention à l'attention des géologues : « On nous envoie des personnes qui ne peuvent pas nous répondre sur les dangers les plus importants ! ».

« Messieurs, vous n'avez pas de chance. Ici, vous êtes tombés sur des gens difficiles. Nous sommes ingouvernables ! »

La remarque était pertinente. Elle explique le dialogue de sourds qui avait lieu entre des ingénieurs qui se cantonnaient à leur domaine et un public qui était davantage préoccupé de santé et de sécurité, que de technique.

Elle est curieuse cette politique d'envoyer des gens sur place qui ne peuvent répondre à la moitié des questions qu'on leur pose. Au sein de son personnel, qui compte pas loin de 9000 employés, la CO.GE.MA ne peut-elle vraiment pas détacher une personne compétente qui viendrait compléter la partie technique de ses collègues ?

Durant l'entretien que nous avons eu avec Pierre Le Goff, celui-ci, à propos du chapitre santé, aura cette réponse : « Effectivement, le docteur Chameaud est médecin à la CO.GE.MA. Ce n'est pas un argument valable à mon sens, pour douter de sa compétence. Il a une expérience de 30 ans auprès des mineurs de la Crouzille. Vous savez, très souvent des gens se prétendent spécialistes et n'ont jamais mis les pieds dans une mine d'uranium. Ce n'est pas le cas du Dr. Chameaud : il est sur place, lui, Quant aux mineurs d'uranium, ce sont peut-être ceux qui se portent le mieux dans une région donnée : ils sont non seulement suivis dans le cadre traditionnel de la médecine du travail, mais ils le

« Vous savez, très souvent, des gens se prétendent spécialistes et n'ont jamais mis les pieds dans une mine d'uranium ».

sont en plus de manière très stricte par nos spécialistes ».

Mais pour « vérifier » tout ça, faut aller dans le Li-mou-sin ! A savoir faire un type de voyage qui a eu des précédents (EDF concoctant pour des élus une tournée des centrales nucléaires). Mais pourquoi un tel déplacement, alors qu'à quelques kilomètres de Glomel, il existe des mines en activité ? L'agriculteur de Kergrist en parlait : Inguiniel.

C'est dans la région que sont exploitées des mines par la société Industrielle et Minière d'Uranium (SIMURA) dont le siège est à Courbevoie (92). Commencées en 1957, les recherches ont abouti en 1960, date du début de l'exploitation d'uranium. Elle atteindra un peu moins d'une dizaine de mines qui, peu à peu se fermeront. Actuellement, une carrière est en exploitation à Persken, deux galeries le sont à la Croix-Villeneuve (en Bubry) et à Saint-Caradec (Kernascleden). Une trentaine de mineurs y sont employés.

Première manœuvre : visite de deux d'entre elles en compagnie d'un guide non spécialiste, mais qui connaît le coin comme sa poche.

Passé le petit pont de la rivière du Chapelain, la mine à ciel ouvert de Persken se présente sous la forme d'un grand trou dont le diamètre va en s'ameuisant à mesure que l'on approche du fond. Un chemin en pente raide y mène. Vision impressionnante que cette falaise circulaire artificiellement créée par des tirs de mines. Ça et là, quelques mares, dont l'eau est pompée depuis la surface.

En haut, des tas de terre mélangée de

**« C'est quoi, cette poussière verdâtre ? »
« Ça, c'est de l'uranium » Beurg...**

morceaux de roche éclatée. Après avoir saisi l'un d'entre-eux : « C'est quoi, cette poussière verdâtre ? » — « Ça c'est de l'uranium ». Beurg... Lâcher précipité du machin. Que c'en soit ou pas, de l'uranium, c'est pas le genre de gadget qu'on aimerait ramener comme souvenir.

De l'autre côté de la barrière de terre, descente abrupte jusqu'au Chapelain. Juste au-dessus de ce petit cours d'eau, un fossé rempli d'eau où baignent des pneus de camion. Une eau qui provient du fond de la mine: du tas de terre où nous sommes, au fossé, une rigole s'est creusée. Et puis ce fossé qui jouxte la rivière... Faudrait se faire expliquer.

La Croix-Villeneuve... Cette fois, le paysage change, puisque c'est d'une galerie qu'il s'agit. Beaucoup moins spectaculaire, cette simple entrée d'environ quatre mètres sur quatre. Tout comme l'intérieur, qui n'est qu'un long boyau noir sur lequel débouchent transversalement d'autres tronçons de galeries.

La visite du pays se poursuit par la rencontre d'un mineur travaillant à la mine de Saint-Caradec. Vingt-deux ans de métier, il a: «*Je ne comprends pas pourquoi les gens sont contre, à Glomel*» dit-il. «*L'uranium, c'est dangereux quand ça arrive au traitement, mais à l'extraction, il n'y a pas de problème*». Il nous confirme ensuite les propos de Pierre Le Goff, ainsi que la teneur des

«L'uranium, c'est dangereux quand ça arrive au traitement, mais à l'extraction, il y a pas de problème»

documents édités par la CO.GE.MA. sur le sujet, et qui assurent que les contrôles réalisés mensuellement sur l'eau et l'air notamment, ainsi que sur les mineurs de façon quotidienne, et mensuelle également, sont faits de manière très stricte (à noter que ces contrôles sont réalisés par des agents de la CO.GE.MA pratiquement imposés à la direction de la SIMURA qui n'en voyait pas l'utilité). Pour ces derniers en particulier, qui sont chacun dotés d'un dosimètre donnant la mesure du taux de radon (pro-



Entrée de la galerie de la Croix-Villeneuve. La flèche indique la cheminée d'aération de la mine.

duit du radium); et qui sont aussi porteurs d'une pellicule impressionnant les rayons «alpha» (2) dont le film est envoyé chaque mois en laboratoire (à Fontenay aux Roses) pour analyse.

Et quand on approche de la D.M.A. ? (3), «*Ça dépend des personnes*», nous répond le mineur. «*Il y en a qui arrivent à la dose plus ou moins vite. Quand elle est atteinte, le gars ne travaille plus en galerie et reste bosser à la surface. Et s'il y a un filon riche, trop radio-actif, un gars ne descendra qu'un jour, on fait des roulements*».

Les mineurs ont-ils accès aux fiches d'analyse? «*Non, et je vois pas l'utilité de les demander. Mais on nous les communique si on change de mine*». Là, légère contradiction avec la version de la CO.GE.MA qui dit que lesdits résultats sont en permanence accessibles aux intéressés.

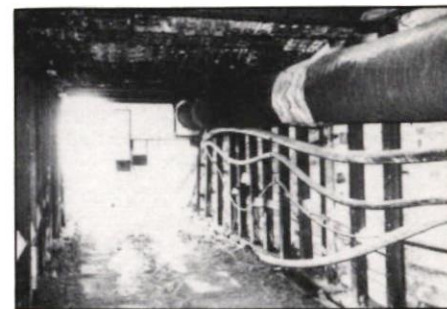
Tout cela est rassurant et inquiétant à la fois. Rassurant pour les mineurs, car le sérieux des contrôles est évidemment

«Ça fait sept ans qu'on boit à la source qui passe par la mine et on a jamais été malade!»

une garantie que les mines pourront continuer de fonctionner: dans ce domaine, les pépins font du bruit. Inquiétant pour tout le monde, parce que les contrôles réalisés sur des mineurs sont faits par l'entreprise qui les emploie, et parce que ceux opérés sur l'environnement sont tenus carrément secrets. Quant à la population des alentours (ne parlons pas des consommateurs d'eau potable, situés parfois bien loin de la zone considérée), est-elle suivie médicalement, elle? Non.

Interrogé sur ce point, le docteur Gilles Léger de Glomel, aura ce commentaire: «*Si nous, en tant que médecins, nous avons reçu une formation qui nous fait connaître les dangers et les effets de radiations, de contaminations, par contre ce que débite comme dose d'uranium une carrière lorsqu'on est placé à 20, 50, 100 mètres ou plus d'elle, personne n'en sait strictement rien. Plus exactement, ceux qui le savent ne veulent ou ne peuvent pas le divulguer*».

Petite histoire pour terminer. La commune de Persken est approvisionnée en eau potable par les sources de la région. Or, il est dûment constaté qu'une sur deux de ces sources contient un taux trop élevé de nitrate. Le syndicat des eaux du Mor-bihan demande que la fourniture d'eau de Persken soit rattachée à Guéméné à savoir branchée sur le Scorff. Opposition dans le bourg: même traitée, l'eau du Scorff est polluée, ça vaut pas les sources. Ensuite, l'eau coûterait plus cher.



Intérieur de la galerie de la Croix-Villeneuve

Et l'uranium là-dedans? Ben, on n'en cause pas. Le fait qu'il y ait beaucoup de personnes âgées sur la commune pourrait être une explication mais qui est insuffisante: Et quand on entend cette réflexion d'une habitante des environs de Persken, trente-cinq ans environ: «*Ça fait sept ans qu'on boit à la source qui passe par la mine et on n'a jamais été malade!*» on ne peut que lui souhaiter bonne continuation. Puisqu'on ne sait rien...

Pierre Gallais.

LES PERMIS

Dans l'hexagone, la recherche est libre. Globalement, la marche à suivre est: dépôt d'une demande de permis à la préfecture (un département concerné) ou aux préfectures et au ministère de l'Industrie (si le permis est à cheval sur deux départements ou plus). Ensuite, la direction inter-départementale de l'Industrie étudie le dossier: ça peut demander de un à trois ans. La décision relève ensuite du ministère.

On a beaucoup parlé du «permis de Glomel» (6670 ha). Il est loin d'être isolé. La CO.GE.MA a déposé des demandes sur Kergrist-Moëlou (2900 ha) et le Vieux-Bourg (6000 ha) regroupées sous l'appellation «permis de Quintin». Sur la zone, le Minatome est en concurrence avec la CO.GE.MA.: son «permis de St-Brandan» couvre 4810 ha sur le périmètre de Trémargat et 10.140 ha sur celui de St-Bihy, ces zones recoupant tout ou partie de celles visées par la CO.GE.MA.

Poursuivons avec des demandes de celle-ci sur Belle-Isle-en-Terre («permis de Kerambel-lec»: environ 10.000 ha), sur Pontivy et Questembert. La liste n'est pas exhaustive. Signalons enfin en Bretagne, l'exploitation de mines à Piriac sur Mer (presqu'île de Guérande), en galerie et en carrière. Les résultats sont jugés intéressants: 7 à 8 kg d'uranium récupérés par tonne de terre extraite. A titre de comparaison, dans la région de Persken, on extrait à 2/1000 kg et même au-dessous. Pour les permis en projet, cette teneur suffirait pour l'ouverture de mines.

(1) Au sud de Lignol, sur la route de Guéméné sur Scorff à Plouay.

(2) Les particules «alpha» sont radioactives et émettent des rayonnements. Ceux-ci sont dangereux dans le cas où ils sont émis au niveau des organes (foie, os, thyroïde...) après ingestion ou inhalation d'éléments émetteurs. Ils sont susceptibles d'induire une irradiation interne, cause de graves lésions. Le radium, le thorium ou le radon, dérivés de l'uranium, sont des émetteurs «alpha» (source: «50 millions de consommateurs», janvier 81).

(3) La «Dose Minimale Admissible» est de 400 milliards/mois.

NOMS DE LIEUX :

ON BRETONNISE A NOUVEAU !

La revendication n'est pas nouvelle pourtant, elle a pris son véritable élan et toute sa signification quand Skol an Emsav, aidé pour cela par de nombreux sympathisants, décida de bretonniser les panneaux routiers à l'aide de lettres autocollantes. Carhaix est devenue Karaez, Concarneau Konk Kerne, Rennes, Roazon, sans que cela ne choque... Le temps que l'équipement fasse son travail de nettoyage et redonne la priorité à la langue de... Jack Lang. Comme il est préférable de s'adresser au seigneur qu'à ses valets, Skol an Emsav vient de demander une entrevue au ministre des transports, Charles Fiterman qui, par ses fonctions, est responsable de l'équipement.

Jean-Pierre Jeudy, maire de Carhaix, après avoir reçu des responsables de SAE, est intervenu auprès de M. Lajoinie, président du groupe communiste à l'assemblée, ainsi qu'auprès du ministre. Le conseil municipal de Carhaix, sur demande des élus locaux UDB, avait auparavant voté une motion allant dans le sens des revendications de SAE, pour une signalisation bilingue. Jean Beaufort, député PS, serait également intervenu auprès de Charles Fiterman pour que soient reçus les responsables de Skol an Emsav.

Néanmoins le problème reste entier et l'absence de réponse concrète ne peut qu'inciter les militants de SAE et les autres, à la mobilisation. Différentes formes d'actions seraient envisagées pour les semaines à venir.

A Brest, Lionel Jospin se proposait d'intervenir auprès des ministres compétents afin que les engagements pris par François Mitterrand en ce qui concerne la langue bretonne soient tenus. C'est le moment de passer des paroles aux actes. L'article 22 de la proposition de loi n° 2269 « relative à la place des langues et des cultures des peuples de France » déposée par le groupe socialiste, promettait une signalisation routière bilingue...

C. Grall.



Image de la précédente campagne.

ALLEZ ENSEIGNER AILLEURS !

Au cas où certains de nos lecteurs, réguliers ou occasionnels, nourriraient encore des doutes sur la réalité de la mobilité de l'emploi, la lettre que nous reproduisons devrait contribuer à éclairer leur lanterne sur le sujet.

La présente circulaire envoyée par le Rectorat de Rennes à chaque

maître-auxiliaire de l'Académie le 20 octobre de cette année, n'est en clair rien d'autre qu'une incitation à l'émigration, assortie du chantage à la titularisation par intégration dans les corps des adjoints d'enseignement. C'est aussi un miroir aux alouettes susceptible d'éblouir quelques maîtres auxiliaires momentanément au chômage.

OBJET : Recrutement exceptionnel d'AE stagiaires pour les Académies de LILLE, REIMS, NANCY, METZ, ORLÉANS-TOURS, ROUEN et AMIENS

Un recrutement exceptionnel d'AE stagiaires est organisé afin de renforcer les effectifs d'enseignants des Académies citées en objet (disciplines : Anglais, histoire-géographie, lettres classiques, lettres modernes, mathématiques, physique, EPS.)

Les conditions générales de ce recrutement sont les suivantes :

"Les maîtres auxiliaires retenus seront nommés adjoints d'enseignement stagiaires à compter du 6 septembre 1982, (date d'effet administratif)."

Ils seront mis à la disposition d'un Recteur de l'une des six Académies suivantes : AMIENS, NANCY-METZ, ORLÉANS-TOURS, LILLE, REIMS et ROUEN, pour une durée de trois années scolaires au cours de laquelle aucune demande de mutation ne sera acceptée.

les presses bretonnes

Z.I. « Les châtelets », PLOUFRAGAN/SAINT-BRIEUC
Téléphone : (96)94.01.44

Imprimerie TYPO-OFFSET - FORMULAIRES EN CONTINU

CRÊPERIE ty-BREIZ

ses spécialités. krampouz ha jistr-mad

15, rue duquesclin

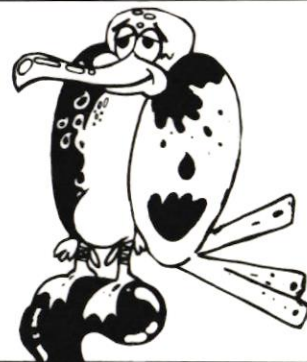
tél. 37.91.20

lannion

LE CAFÉ DES MOUETTES

Numéro un en BIERES-WHISKIES

Port de Commerce
29200 BREST
Tél. : 44.33.21



iroise-décor

PEINTURE
MOQUETTES
PAPIERS PEINTS
TISSUS MURAUX
AMÉNAGEMENT
D'INTERIEURS

B. LEPROHON / 31, RUE INKERMANN / 29200 BREST
TEL. 02.00.33

DEFFERRE JETTE LE MASQUE !

Le Gouvernement ne prendra pas l'initiative d'une révision des limites régionales. C'est en substance la réponse que vient de faire le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation au Comité pour l'Unité Administrative de la Bretagne (C.U.A.B.) le 5 novembre.

Gaston Defferre feint ainsi de s'en remettre « démocratiquement » aux régions concernées, qui vont devenir, il le rappelle, des collectivités territoriales.

Un «légalisme» trompeur

S'en remettre aux régions concernées? L'actuel Conseil Régional de Bretagne s'est déjà prononcé à l'unanimité moins une abstention pour la réunification de notre pays. La réponse du Ministre de l'Intérieur revient donc à donner aux instances de la circonscription artificielle des « Pays de la Loire » le droit de s'y opposer. On peut lui faire confiance: elles sont là pour ça!

Le légalisme apparent de sa protection s'appuie (mal) sur l'article 2 de la loi Pompidou-Peyrefitte du 5 juillet 1972. Mal, car Gaston Defferre s'est lui-même vigoureusement opposé, à l'Assemblée Nationale, à l'introduction dans « sa » loi de dispositions nouvelles sur le découpage régional. Prétendre devoir respecter aujourd'hui une loi qu'on a refusé de modifier hier signifie tout simplement qu'on entendait bien en tirer parti.

Mal encore, car tel qu'il est rédigé, l'article 2 de la loi de 1972 permet **quand même** une initiative gouvernementale.

Monsieur le Secrétaire,

M. le Président de la République m'a demandé de répondre à la lettre que vous lui avez adressée au sujet du découpage de la région "Bretagne".

Je ne puis que vous confirmer la réponse que j'ai déjà faite à maintes reprises à ce sujet, notamment lors des débats parlementaires sur la loi du 2 mars 1982.

Il appartient aux conseils régionaux intéressés, s'ils le jugent utile, de prendre l'initiative d'une révision des limites régionales dans le cadre de la procédure définie

Un choix politique

Derrière la pseudo-argumentation politique, il y a donc un choix politique: celui de ne pas réunifier la Bretagne. Un choix annoncé au demeurant par l'absence de tout changement, depuis le 10 mai 1981, en matière de reconnaissance de l'identité bretonne de la Loire-Atlantique à la télévision, à la radio ou à l'école.

Le livre Rose des reculs du Parti Socialiste et de ses cadeaux à la Droite va-t-il s'alourdir d'un nouveau dossier au chapitre **Bretagne**, qui n'est pourtant pas le plus court?

Le fait est qu'en maintenant volontairement le découpage actuel, le Gouvernement remet le principal pôle potentiel de développement maritime et industriel de la Bretagne aux mains d'une majorité de droite beaucoup plus solidement établie qu'en Bretagne — grâce à l'ouest intérieur et à la Vendée — et dont la grande ambition est de geler les rapports sociaux qui assurent sa domination. Alors, on ne comprend pas très bien...

La gauche est généreuse, disait naguère le candidat Mitterrand. On n'avait pas compris ça comme ça.

Donation Guilbeaud.

IMPRIMERIE
LE GRAND

8-10, route de Quimper

BREST

Tél. 02.03.89



SNACK-BAR
Place de la Liberté
Téléphone : 80.19.19
Ouvert de 12 h. à 24 h.



SNACK-BAR
RECOUVRANCE
Téléphone : 45.08.50
Ouvert JOUR et NUIT



IMPRIMERIE DE L'IROISE

Rue François-Lettré, BREST - Tél. 02.28.74

OFFSET - QUADRICROMIE

Dépliants - Catalogues - Périodiques - Affiches

keltia-musique



1, place au Beurre
29000 QUIMPER
Tél. : (98) 95.45.82

DISQUES
LIVRES
ET
INSTRUMENTS
DE MUSIQUE
DES PAYS
CELTES

ENREGISTREMENTS - ÉDITIONS de DISQUES et CASSETTES

TI JOSIK
TAVARN
SOIRÉES FOLK

Rte de Pont-L'Abbé - Tél. 55.14.32.

KEMPER

HENAULT

Photo - Ciné

5, place Le Flô

LESNEVEN

Tél. 83.00.15

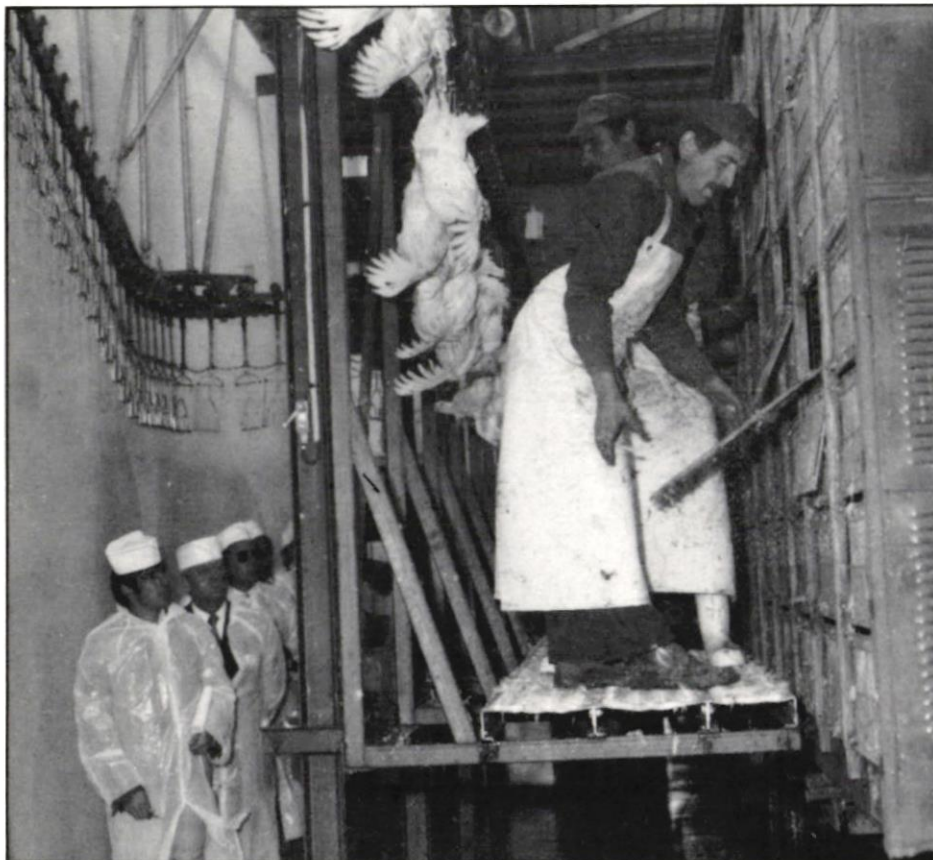
L'ARTISAN DU DÉMÉNAGEMENT

DENIS PHILIPPE



FER - MER - ROUTE
Camions capotés Matériels spécialisés

25, rue Evariste-Galois
29200 BREST - Tél. (98) 03.11.52



D.R.

AVICULTURE

CRISE DE CROISSANCE ?

L'aviculture bretonne subit une crise: licenciements, concentration, manifestations de producteurs d'œufs... les symptômes de crise sont nombreux et les travailleurs de ce secteur d'activité sont bien entendu les premiers à en faire les frais: perte d'emploi pour des salariés, absence de tout revenu ou lâchage par les intégrateurs pour de nombreux éleveurs. Cet article vise à analyser les causes conjoncturelles et plus fondamentales de la situation actuelle.

Une crise qui succède à une période de croissance euphorique

La production avicole bretonne a connu au cours des cinq années passées, une croissance euphorique:

- + 71% pour les œufs (76-81)
- + 90% pour la dinde (76-81)
- + 127% pour le poulet (76-81).

Cette croissance de la production s'est traduit par un développement des industries d'amont et d'aval impressionnant. La production d'aliment du bétail pour ce secteur a progressé de 75% en cinq ans (contre + 30% pour l'aliment porc), tandis que les entreprises d'abattage, et de découpe de volailles créaient près de 2500 emplois directs.

Un secteur avicole divisé en différentes filières de production

L'aviculture bretonne c'est quatre grandes filières de production relativement indépendantes les unes des autres au niveau des marchés mais qui sont clientes des mêmes fournisseurs (aliment du bétail, accouveurs).

Ils représentent dans l'ordre:

- 90% de la production française pour le poulet export,
- 60% de la production française pour la dinde,
- 37,4% de la production française d'œufs conditionnés,
- 18% de la production française de poulets destinée au marché intérieur de la CEE.

A ces quatre grandes productions s'ajoutent d'autres moins importantes: pintades, lapins, pigeons...

La crise avicole actuelle c'est la superposition des crises de ces différentes filières, qui pourraient pourtant connaître des conjonctures très différentes. La dépendance de mêmes fournisseurs peut cependant expliquer une certaine contagion des difficultés (de plus en volailles de chair, un éleveur peut passer

d'une production à l'autre, ce qui peut permettre des «transferts de la crise». Lorsque la production de dinde a connu des difficultés sanitaires, des éleveurs sont passés au poulet ce qui a permis aux intégrateurs de ce secteur de se séparer de leurs éleveurs jugés «non rentables».

Il convient cependant d'analyser la situation propre à chacune de ces productions.

Chronologie d'une crise

Chacune de ces filières de production a connu des difficultés depuis 1981, ces difficultés ayant des origines diverses:

- fermeture des frontières anglaises (largement mise en avant),
- problèmes sanitaires avec l'apparition de nouvelles maladies sur les dindes et le poulet (généralement passé sous silence hors du milieu avicole),
- réduction des marges de l'accoupage (fournisseurs de poussins) provoquant la faillite de certains couvoirs: Le Cam au Faou (29), Saint-François à Saint-Hernin (29), Le Sayec à Caudan (56). Cette dernière faillite en a entraîné d'autres: abattoirs Péron à Langonnet, SOTRAVOL à Pontivy et plus généralement, **une saturation des marchés** dans un contexte d'expansion continue de la production.

En poulet export, l'année 81 a été marquée par une concurrence internationale beaucoup plus intense notamment sur les marchés du Moyen-Orient. Chacun des pays exportateurs semble y avoir «perdu des plumes». Le Brésil qui s'était avéré le plus agressif s'essoufflerait, les USA visant de leur côté à détenir une certaine part des marchés.

L'apparition en 1982 sur le poulet de maladies encore mal maîtrisées (proventriculite, maladie dite de «l'hélicoptère») s'est rajoutée à cette mauvaise conjoncture commerciale. Les effets de cette «dépression» sont aujourd'hui difficiles à cerner. On peut en tout cas relever comme faits marquants:

L'annexion de la société UNACO de Brieuc de l'Odé par la société Doux qui devient ainsi le premier groupe mondial exportateur de poulets. L'abattoir Tuvo-mon de Fougères a pour sa part été vendu tandis que l'abattoir SABCO-UNICOPA de Plouay, qui a démarré au printemps 82 aurait bien du mal à atteindre le niveau de rentabilité escompté.

La pression au niveau de la fourniture des poussins s'est traduite par les difficultés de certains couvoirs et des accords privilégiés entre Doux-Tilly et le premier groupe d'accoupage breton: la société Amice-Soquet-Tinevez. Cette société qui a un projet de couvoir géant à Langourla, risque fort de monopoliser l'expansion future de ce secteur.

Le report des programmes d'expansion et notamment de construction de nouveaux abattoirs Doux à Guéméné-Penfao (44) et Tilly à Messac (35).

Une réduction en valeur réelle des marges consenties aux éleveurs intégrés et le lâchage des éleveurs jugés peu «performants».

Pour les œufs, la fermeture de la frontière anglaise à l'automne 81 n'a pas eu

d'effets catastrophiques immédiats bien que ce marché permettait d'écouler près de 10% de la production bretonne. La constitution de la Sofrex'Œufs regroupant cinq exportateurs bretons a en effet permis la conquête de nouveaux marchés (Algérie notamment). Ce n'est qu'au printemps que la fermeture des frontières anglaises a été vraiment ressentie car la demande des pays méditerranéens se réduit à cette époque pour des raisons climatiques. L'expansion de la production s'étant poursuivie, les cours chutèrent jusqu'à 10 centimes au-dessous du prix de revient (35 centimes). Ce n'est qu'avec la reprise des exportations sur l'Algérie et l'Iran fin septembre que l'on a constaté une réelle reprise des cours. En attendant éleveurs et coopératives intégratrices ont épuisé leur trésorerie... Leur seul espoir vient du fait que leurs concurrents européens ont autant souffert ! Il est d'ailleurs révélateur que l'organisation — très libérale — des producteurs d'œufs (FNPO) s'est refusée à tout effort véritable de maîtrise

La décision anglaise de ré-ouvrir ses frontières à dater du 8 novembre donnera un ballon d'oxygène au «secteur œufs» ainsi qu'à certains abattoirs de dindes. Ce ballon d'oxygène se traduira cependant davantage dans un premier temps sur le plan psychologique (ce qui n'est pas pour rien lorsqu'il s'agit d'obtenir la confiance des banques...), que sur le plan d'une reprise immédiate d'un fort courant d'exportation. Les Anglais ont en effet profité des 14 mois de fermeture de leurs frontières pour augmenter leurs mises en place de volailles et sans doute aussi pour essayer de verrouiller leur marché intérieur.

de la production. Profondément partisan du libéralisme, les gros producteurs d'œufs qui contrôlent cette organisation indépendante de la FNSEA, se sont contentés de réclamer des ouvertures de crédit supplémentaires et des mesures propres à assurer leur expansion (réouverture des frontières anglaises, aides à l'exportation sur les pays tiers). Pour eux la solution c'est la faillite des plus faibles !

Les manifestations de Guingamp, Brest, Morlaix ont été l'occasion de débordements typiques d'un certain milieu agricole hyper-libéral. Même le syndicalisme FDSEA des Côtes du Nord s'y est senti quelque peu mal à l'aise. Dans le Finistère si le CDJA tenu par les partisans d'A. Gourvennec a participé activement à ces manifs, la FDSEA plus progressiste ne s'y est pas engagée.

Le secteur de la dinde a été également touché par la fermeture des frontières anglaises. C'est surtout le cas de l'entreprise Bourgoïn-Chaillotine qui a construit un abattoir tout neuf à Guiscriff en vue de la conquête du marché anglais. Il convient cependant de préciser que ce marché ne représentait en 1981 que 3% des marchés de la production bretonne et que les difficultés sanitaires apparues au second semestre 81 ont sensiblement réduit le niveau de la production. De ce fait, la fermeture des frontières n'a pas eu beaucoup de conséquences sur le court terme.

Ces difficultés sanitaires étant aujourd'hui maîtrisées, la fermeture des frontières anglaises limite cependant aujourd'hui les perspectives de crois-

sance bien que les marchés français et allemands de la dinde continuent de progresser.

La réduction des taux d'expansion prévus et le rétrécissement des marges qui s'en est suivi, ont provoqué la faillite de plusieurs entreprises. C'est notamment le cas des groupes SOPROSUR-Volquin, Britavi-Volvidor. Les quatre «grands» du secteur Guyomarc'h, Léréal, Lanvaux SA (ex. Duquesne), Chaillotine ont par contre tenu jusqu'à présent. Le groupe Guyomarc'h, filiale de la Cie L. Dreyfus un des cinq premiers négociants mondiaux de céréales, ayant sans doute renforcé son emprise sur ce secteur. Il est en effet propriétaire de la première marque du secteur «Père Dodu» mais également des usines d'aliment qui peuvent être amenées à prendre le contrôle d'entreprises à cours de trésorerie, ainsi que de «Betina» la première souche utilisée en dinde. Le groupe Bourgoïn-Chaillotine, le plus touché par la fermeture des frontières anglaises, aurait pour sa part reconverti une partie des chaînes d'abattage de son usine de Guiscriff pour le poulet-export et connaîtrait des difficultés très sérieuses.

La production de poulets destinée au marché intérieur communautaire a un poids bien moins important que les autres secteurs: 65.000 tonnes en 80 contre 165.000 tonnes de poulet-export et 110.000 tonnes de dindes qui sont pour la plupart découpées avant commercialisation.

Dominé par deux groupes: Galina filiale de Guyomarc'h et UNICOPA, seule coopérative engagée dans la volaille de chair, ce secteur a connu moins de difficultés que les autres. De petites entreprises ont cependant disparu comme les abattoirs de Pen-ar-Lan à Maël-Carhaix (plus de 50 emplois supprimés).

Les difficultés des différents secteurs de production s'est également ressenti sur les industries d'amont: couvoirs et firmes d'aliment. Plusieurs de ces dernières connaissent de grosses difficultés, quelques unes ferment.

Les causes profondes d'une crise

Si la fermeture des frontières anglaises et les problèmes sanitaires ont joué un rôle indéniable, la cause profonde des problèmes actuels est la saturation des marchés face à une expansion constante. L'euphorie des dernières années a sans doute d'ailleurs permis le développement d'unités industrielles même très mal gérées.

Le taux d'expansion de ces dernières années ne pouvait se poursuivre à l'infini.

C'est bien d'une crise très classique de surproduction qu'il s'agit. Elle se résoudra dans le contexte capitaliste — toujours actuel — par des restructurations c'est-à-dire des concentrations et l'élimination des plus faibles.

Tous les éléments de cette restructuration n'apparaissent sans doute pas au grand jour. Si les fermetures et réduction d'activités de certaines entreprises se traduisent par plusieurs centaines de licenciements, si l'annexion de l'UNACO-Briec par la société Doux est

ABONNEZ-VOUS

LE PEUPLE BRETON

B.P. 304
29273 BREST CEDEX

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

- Souscrit un abonnement ☐ un réabonnement ☐
 - ordinaire : 70 F (1)
 - de soutien à partir de : 90 F (1)
 - étranger : 85 F (1)
 - étranger par avion : 105 F (1) à partir du N° inclus

- Ci-joint le règlement par
 - chèque postal (1)
 - chèque bancaire (1)
 - mandat-lettre (1)

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

POBL VREIZH

en langue bretonne

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

- Souscrit un abonnement ☐ un réabonnement ☐
 - ordinaire : 50 F (1)
 - de soutien à partir de : 60 F (1)
 - étranger : 60 F (1)
 - étranger par avion : 75 F (1) à partir du N° inclus

- Ci-joint le règlement par
 - chèque postal (1)
 - chèque bancaire (1)
 - mandat-lettre (1)

C.C.P. RENNES 2746-79

(1) Rayer la mention inutile

officielle, si les gros centres de conditionnement d'œufs se regroupent en Bretagne dans la Sofrex'Œufs etc... cette période de crise s'est aussi certainement accompagnée d'une redistribution discrète des cartés au niveau financier.

Le rôle de certaines banques et des grands groupes tels que Doux et Guyomarc'h ne peut qu'en sortir renforcé.

En tout état de cause, ce sont les travailleurs de l'aviculture qui en font les frais: licenciements, pression sur les salaires, conditions de travail désastreuses, lâchage d'éleveurs, blocage de la rémunération des éleveurs intégrés.

Face au pouvoir et aux collectivités locales, le chantage du patronat s'est encore accentué. Chantage à tous les niveaux: aides multiples pour la création d'emplois, participation des collectivités locales au financement de leurs investissements (cf. affaire du Couvoir géant de Soquet-Amice Tinevez à Langourla dans le Méné, financement des multiples sociétés du groupe Guyomarc'h dans le Haut-Vannetais), dérogations en matière de pollutions (Tilly) refus de contrats-type collectivement négociés par les éleveurs intégrés.

Il faut un meilleur contrôle public de ce secteur agro-alimentaire

Il est paradoxal de constater que le patronat de ce secteur avicole sortira renforcé de cette crise.

Rappelons peut-être d'abord qu'un groupe comme Doux a fait officiellement 7 milliards de centimes de bénéfices en 1980 soit 3,5 millions par travailleur (salariés et éleveurs intégrés)! Et ceci sans compter les différentes «provisions» tolérées dans sa comptabilité... ni les différentes «commissions» qui dans ce type de trafic échappent totalement au fisc.

Comment connaître le bénéfice exact d'une firme comme Guyomarc'h quand on sait qu'elle est contrôlée par une firme de négoce international de soja et de céréales (L. Dreyfus Cie). Ce doit être un jeu d'enfants pour une telle multinationale que de concentrer les bénéfices au niveau d'une société commerciale domiciliée aux Bahamas!

Peut-on laisser le patronat de ce secteur agir à sa guise sous prétexte de son «dynamisme». Le «dynamisme» n'est-il pas simplement la concrétisation de la plus-value extorquée sur le travail des salariés et éleveurs intégrés?

Le pouvoir de gauche doit orienter aujourd'hui son action dans deux directions:

- un meilleur contrôle financier de la politique menée dans ce secteur agro-alimentaire. Ce n'est tout de même pas pour rien que l'essentiel du secteur bancaire a été nationalisé.

- exiger des industriels de l'aviculture la reconnaissance du droit syndical tant pour les salariés que pour les éleveurs intégrés (négociation collective de contrats-type).

Paul Dréau.

LE CALENDRIER 83 DES PRÉNOMS BRETONS EST PARU !



Tout en breton
Un superbe calendrier
poster (52 x 74 cm)
30 F, franco, à :
U.D.B., B.P. 304
29273 Brest Cédex

RESTAURANT de tradition Le Moulin à poivre

Tél. : 40.36.70

Plougastel-Daoulas

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 19

Adressez ce bulletin (découpe ou recopie) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

RENCONTRE AVEC ANICET LE PORS

« Le problème
essentiel
de la Bretagne
reste à
mon avis
sa sous-
industrialisation... »



Le Peuple Breton

Yann Daumer et Pierre Fourel durant leur entretien avec le ministre de la Fonction publique.

Voici deux mois, le « Peuple Breton » ouvrait ses colonnes à Louis LE PENSEC, Ministre socialiste de la Mer. Ce mois-ci nous ouvrons nos colonnes à Monsieur Anicet LE PORS, Ministre communiste de la Fonction publique et des Réformes administratives. L'importance de la place de l'administration et des fonctionnaires en Bretagne n'est plus à démontrer. Anicet LE PORS a reçu, le 12 novembre, nos camarades Yann DAUMER et Pierre FOUREL, membres du Bureau politique de l'U.D.B. Un accueil chaleureux. Et, en outre, une première pour le « Peuple Breton » qui, en dix-huit années, ouvre ses colonnes à un leader communiste, aujourd'hui homme d'Etat.

Le Peuple Breton: «Anicet Le Pors, vous êtes Ministre de la Fonction publique et des réformes administratives, délégué auprès du Premier Ministre. Qu'est-ce que cela recouvre exactement? Ce n'est pas la première fois qu'un Ministre s'occupe plus précisément des fonctionnaires ou de l'administration. Quelle est l'originalité de votre délégation?

Anicet Le Pors: Il est courant, dans tous les pays, que le ministre chargé de la fonction publique exerce son activité en liaison étroite avec le Premier Ministre qui est en France le chef de l'administration, et, de droit, le Président du Conseil d'Etat. Cela explique sans doute que, depuis la Libération, ce département ministériel ait évolué à différents niveaux de compétence, de la vice-présidence du Conseil ou du ministère d'Etat à un simple Secrétariat d'Etat. Le présent gouvernement a voulu doter la fonction publique d'un ministère à part entière, pourvu de compétences élevées, aussi bien en ce qui concerne la fonction publique que les réformes administratives. Le Ministre de la Fonction publique n'est pas directement gestionnaire des 2500000 agents publics

relevant des services de l'Etat, mais il a comme responsabilité de définir les normes générales de la fonction publique en matière d'emploi, de durée du travail, de salaires, de droits sociaux et syndicaux, de statuts. Il est responsable également des actions visant à réformer les structures administratives pour en accroître l'efficacité.

P.B. On entend beaucoup dire et écrire que le poids accru de l'administration est un frein au développement économique, car il est contraire à l'esprit d'entreprise et à la compétition économique. Qu'en pensez-vous?

A. L. P.: Il existe des lourdeurs administratives. La bureaucratie, la technocratie, la paperasserie sont des réalités. Les causes en sont variées. Je considère, pour ma part, que la crise a eu tendance à développer les manifestations bureaucratiques en raison d'une étatisation croissante de la société, de l'expansion de besoins collectifs (école, santé, transports, logement, etc) auxquels on n'a pas affecté des moyens suffisants. L'autoritarisme des gouvernements précédents a nourri l'arbitraire, le conformisme, le laisser-aller. Tout cela a conduit à des comportements peu effi-

caces, et, quelquefois, contraires à la démocratie. Cela dit, je considère que l'administration n'est pas vouée fatalement à la bureaucratie. J'estime, tout au contraire, qu'elle peut et doit être le lieu privilégié des développements scientifiques et techniques les plus poussés, de la mise au point de méthodes de gestion les plus élaborées et des avancées sociales les plus décisives. Au total, je considère que les tâches du service public sont à la fois les plus difficiles et les plus nobles.

P. B.: La crise que connaissent les pays capitalistes, et pas seulement eux, est marquée par un trait particulier: l'importance de l'intervention publique. Comment expliquez-vous cela?

A. L. P.: L'intervention de l'Etat est sans aucun doute l'un des traits dominants du mode de production capitaliste au stade actuel. Je viens d'indiquer que la crise avait encore accentué cette caractéristique. Un bon indicateur est représenté par le rapport des prélèvements obligatoires à l'ensemble du revenu national. Ce rapport était de 10 à 12% avant la première guerre mondiale. Il s'élève aujourd'hui en France à 43% environ. L'évolution est la même dans

tous les pays développés, quelles que soient les références idéologiques ou politiques des équipes au pouvoir dans ces pays. Il ne sert donc à rien de porter un jugement moral sur cette réalité: c'est un phénomène structurel et non discrétionnaire. En revanche, on peut intervenir sur la structure de l'allocation de ces fonds publics aux diverses finalités de l'action de l'État.

Un adjectif paresseux

P. B.: Vous avez déclaré récemment que la fonction publique est le lieu privilégié de progrès scientifiques et techniques essentiels dans les domaines de la recherche, de la science économique, de l'informatique, de la communication, de la gestion. Pensez-vous que cette évolution se confirmera pour reléguer au second plan le secteur privé d'activités?

A. L. P.: Comme je viens de vous le dire, j'estime en effet que le secteur public, et en son sein la fonction publique, représente la partie la plus socialisée de la société française, c'est-à-dire celle où le développement des forces productives et des rapports de production est le plus poussé. Je considère effectivement que la tendance est à une socialisation croissante des différentes activités, qu'elles soient sociales, économiques, politiques, culturelles. Mais cela ne signifie pas pour autant une croissance de l'étatisation. Tout au contraire, je pense qu'un développement des fonctions collectives appelle, dans le même mouvement, déconcentration et décentralisation ou, si l'on veut, autogestion.

P. B.: Lors de son dix-septième congrès, l'UDB a demandé que l'accession de la gauche au pouvoir se traduise pour les travailleurs bretons par des changements «irréversibles». Pour votre part, vous estimez que la fonction publique peut être aujourd'hui un domaine de progrès et d'avancées démocratiques «significatives». Vous demandez également que soient prises des mesures «significatives» en faveur des fonctionnaires et notamment de ceux qui ont les plus bas salaires. Qu'entendez-vous par ce terme de «significatif»?

A. L. P.: Autant je suis confiant dans l'évolution du monde dans le sens de la justice sociale, de l'efficacité économique et de la démocratie politique, autant je pense que le monde change et change dans le bon sens, autant je considère que rien n'est irréversible. C'est un adjectif paresseux qui tend à dispenser de l'action permanente nécessaire pour défendre les acquis et réaliser de nouvelles avancées. C'est pourquoi je préfère en effet l'expression d'avancées démocratiques significatives en tant qu'elle marque un mouvement réel, qu'elle appelle une consolidation et la poursuite du mouvement en avant.

P. B.: Vous dites qu'il n'y a pas de remèdes aux problèmes essentiels de l'administration française sans solution à la crise globale. A l'inverse, vous estimez que les fonctionnaires et l'administration peuvent apporter leur pierre à la

contribution d'une solution à la crise. Comment?

A. L. P.: En effet, parce que cette crise est la crise d'un mode de production, la crise d'une société, elle ne peut avoir de solution purement administrative. Je crois, cependant, que les fonctionnaires et la fonction publique peuvent apporter leur contribution à la recherche d'une issue démocratique. C'est le sens des actions de réforme administrative que j'ai engagées autour de trois orientations: d'abord accroître l'efficacité de l'administration par une meilleure information des usagers, la simplification des imprimés, et des structures administratives, l'extension et la maîtrise du progrès technique, notamment sous forme d'une maîtrise de la bureautique dans les services administratifs. Ensuite, renforcer la légalité protégeant l'usager avant et après les actes administratifs. Cela doit conduire à une simplification et à une innovation du droit. C'est pourquoi j'ai élaboré un projet de loi de procédure administrative non contentieuse, qui sera en fait un code de bonne conduite entre l'administration et les administrés.

Enfin, développer la démocratie, pour les usagers comme pour les fonctionnaires. Pour les usagers, par la démocratisation de l'enquête publique et la constitution de comités de liaison à la base entre l'administration et le public. Pour les fonctionnaires, en leur conférant des droits nouveaux, ce que j'ai déjà largement réalisé au cours des quinze premiers mois de mon activité ministérielle.

Sur les 120 000 agents...

P. B.: Le sous-développement breton est antérieur à la crise des années 70: le chômage, le sous-emploi, les bas salaires existaient même pendant la période de forte croissance des années 60. Or, précisément, quand on voit l'importance du secteur tertiaire d'activité (51,2% des actifs bretons) où les fonctionnaires occupent une place prépondérante on peut s'interroger, le parallèle ayant été maintes fois établi entre le sous-développement breton et l'hypertrophie du tertiaire. Quel rôle «significatif» voyez-vous l'Administration en Bretagne, jouer dans les années à venir pour sortir de la crise?

A. L. P.: La Bretagne est une région exportatrice de main-d'œuvre: cela se voit notamment dans la structure démographique de la population résidant en Bretagne, qui est caractérisée par un déficit dans les classes d'âges actives (20 à 45 ans). Ce phénomène se retrouve au niveau de l'emploi dans la Fonction publique. En 1976, sur 2 000 000 d'agents civils de l'État, 120 000 étaient nés en Bretagne, et 88 000 étaient en fonction en Bretagne: ainsi, la Bretagne contribue fortement à l'emploi dans la Fonction publique, et bénéficie relativement moins des services rendus par la Fonction publique. J'observe que, sur les 120 000 agents nés en Bretagne, 57% travaillaient en Bretagne et 21% dans la région parisienne; sur 88 000 agents en fonction en Bretagne, 77% sont nés en Bretagne: la Fonction publique, débouché important pour l'emploi des Bretons, contribue aussi au maintien de l'emploi dans la

région.

Je note aussi la place importante de l'armée (6% de l'emploi tertiaire, contre 3% sur l'ensemble de la France); la Bretagne est la région où la place de l'armée dans l'emploi tertiaire est la plus importante. Les agents civils de l'État ont la même importance en Bretagne et en France au sein des emplois tertiaires (16%). J'ajoute que le tertiaire a la même importance relative en France et en Bretagne: il concerne la moitié des emplois. En outre, on doit observer que la Bretagne est, de toutes les régions de France, celle où la croissance des emplois civils de l'État a été la plus faible entre 1954 et 1975 (+67% contre +101% pour la France entière). On peut donc dire qu'il y a eu une décroissance de l'intensité relative de l'effort administratif en Bretagne.

Dans le futur, le rôle de l'administration en Bretagne restera positif en tant qu'employeur, en raison même de l'organisation des recrutements de la Fonction publique. La qualité des services administratifs rendus à la population sera améliorée par les mesures générales que prépare le Ministère de la Fonction publique pour une administration plus efficace, au service du public. La décentralisation jouera un rôle important à ce sujet. Pour autant, ce n'est pas l'administration elle seule qui permettra de sortir de la crise. Elle peut faciliter, organiser cette sortie, et ses responsabilités sont importantes à cet égard; mais l'issue de la crise se trouve dans le système productif. Le problème essentiel de la Bretagne reste à mon avis sa sous-industrialisation, liée à son sous-équipement énergétique.

P. B.: Pouvez-vous nous indiquer où en sont les engagements du Président de la République depuis le 10 mai dans la Fonction publique? Et ses retombées en Bretagne: quels sont les droits nouveaux des fonctionnaires?

A. L. P.: Le Président de la République s'était engagé à créer de 1981 à 1983 130 000 emplois nouveaux dans la Fonction publique. De fait, 106 000 emplois nouveaux auront été créés à la fin de 1983, d'après les informations actuellement disponibles. Il n'est pas possible de dire aujourd'hui quelle est la part de ces emplois qui ont été créés en Bretagne, mais le Premier Ministre a donné des instructions pour qu'un bon équilibre régional soit respecté dans les créations d'emploi. Une mission interministérielle a même été créée à cet effet.

Code général

P. B.: Vous venez de lancer des opérations expérimentales A.V.S. (Administration à Votre Service) depuis quelques semaines. La Bretagne a-t-elle été rete-

BAR - CRÊPERIE "CHEZ TOM"

Guinness et Gueuze à la pression

18, rue Notre-Dame - 29260 LESNEVEN

Tél. 83.15.14

Dégustation à l'étage - Crêpes à emporter



L'armée en Bretagne : un secteur hypertrophié.

nue comme région pilote ?

A. L. P. : L'opération Administration à Votre Service qui consiste notamment à expérimenter de nouvelles formes de relations entre l'administration et les citoyens, sera expérimentée dans quatre départements représentatifs de l'ensemble des départements français. Il s'agit des départements de la Drôme, de l'Essonne, du Pas-de-Calais et de la Sarthe. D'autres départements pourront, s'ils en manifestent le souhait, participer à cette expérience locale. En ce qui concerne la Bretagne, j'ai été saisi d'une demande d'aide pour un projet de création d'un centre d'accueil et de conseils en matière sociale à Vannes. D'autre part, les services du Premier Ministre étudient actuellement en liaison avec la municipalité et les différents ministères, dont le mien, la mise en place à Rennes d'une expérience pour l'amélioration de l'information administrative des usagers par une meilleure utilisation du téléphone et des annuaires.

P. B. Vous parlez d'une conception française de la fonction publique tout en affirmant que cette dernière doit être adaptée aux exigences nouvelles de la décentralisation. N'est-ce pas contradictoire quand on sait que les exigences en question peuvent être radicalement différentes de Lorient à Boulogne, de Pontivy à Brive-la-Gaillarde, de Saint-Nazaire à Marseille ? Peut-on véritablement parler de l'unicité de la fonction publique et de sa diversité fonctionnelle et géographique ?

A. L. P. : La conception française de la fonction publique est intimement liée à son caractère démocratique et national, c'est un fait historique. Mais aujourd'hui la décentralisation doit être l'expression moderne de l'unité nationale, par le développement de toutes les personnalités collectives, qu'elles soient communales, départementales, régionales ou nationales. Il nous faut donc résoudre cette contradiction apparente entre l'unicité nécessaire de la fonction publique et le respect d'une diversité géographique et d'une diversité fonctionnelle croissantes. C'est un problème difficile que le gouvernement pense avoir résolu par l'élaboration d'un projet de Code

Général de la Fonction publique basé sur les trois principes fondamentaux de notre conception nationale : le principe d'égalité d'accès aux emplois publics dont la sanction est le concours ; le principe d'indépendance du fonctionnaire vis-à-vis du pouvoir politique qui a comme conséquence la suppression du grade et de l'emploi et l'organisation des fonctionnaires en corps ; le principe de citoyenneté des fonctionnaires lié à celui de la neutralité du service public fondé sur un pluralisme maîtrisé des droits, libertés et engagements des agents publics.

Ce Code Général de la Fonction Publique sera organisé en trois titres. Le titre I regroupera l'ensemble des garanties fondamentales des 4 millions d'agents publics exerçant leurs activités dans les services de l'État, des régions, des départements et des communes. Le titre II sera le statut général des fonctionnaires, modernisé, enrichi. Le titre III dotera les agents publics des collectivités territoriales des garanties statutaires fondées sur les grands principes évoqués ci-dessus, mais respectant les principes de libre administration des collectivités territoriales. Je ne pense pas que les exigences de service public soient comme vous le dites radicalement différentes de Brest à Nîmes, quant à leur nature. C'est leur mise en œuvre qui doit respecter à la fois les compétences des différents niveaux d'administration et l'intervention nécessaire des fonctionnaires et des usagers sur les différents points du territoire français.

P. B. : Votre Ministère travaille activement à l'élaboration d'un code général de la Fonction Publique. Un tel document ne sera pas le premier du genre. En quoi ce Code sera-t-il nouveau ?

A. L. P. : Le Code sera une grande novation car il suffit de rappeler que le Statut général des fonctionnaires élaboré en 1946 par Maurice Thorez, ne s'appliquait à l'époque qu'à 800 ou 900 000 agents publics, tandis qu'aujourd'hui le Code Général s'appliquera à 4 millions d'agents publics et représentera pour tous un nouvel ensemble de droits, de libertés, et de garanties sans précédent.

« Gardien de l'unicité »

P. B. : Dans de nombreux pays d'Europe, dans le monde entier, lorsque des langues sont parlées et reconnues, l'Administration les utilise. Ce n'est pas le cas en France pour les langues comme le breton, le corse ou le basque. L'introduction du breton dans l'administration qui répondrait aux engagements du Président de la République concernant le « droit à la différence » constitue-t-elle une mesure qui sera prise prochainement, à votre initiative, par le Gouvernement ?

A. L. P. : L'unicité de la Fonction publique n'est pas contraire, je viens de le dire, au respect des spécificités et des différences. Tout au contraire, elle doit s'en enrichir. Toutefois, Ministre de la Fonction publique, je me considère comme le gardien de l'unicité. Breton, j'ai aussi bien évidemment le souci de la meilleure adéquation du service public aux besoins exprimés au niveau régional, et tout particulièrement en Bretagne. Le français doit certes demeurer la langue véhiculaire fondamentale, mais si le breton peut permettre d'améliorer les relations entre l'administration et les usagers en Bretagne, je ne verrais pour ma part aucun inconvénient à ce qu'il soit pratiqué. C'est d'ailleurs déjà ce qui existe concrètement au niveau des services publics les plus décentralisés (Mairie, perception, bureau de poste, etc.).

Les engagements du Président de la République au sujet du développement des langues régionales sont d'ores et déjà mis en œuvre et leur accomplissement sera poursuivi. Pour autant, je considère qu'il ne faut pas faire preuve dans ce domaine d'un volontarisme qui irait au-delà des nécessités exprimées par la population d'elle-même.

P. B. : Vous n'êtes pas le seul Ministre breton du Gouvernement. Combien êtes-vous ? Vous retrouverez-vous parfois entre vous pour parler des problèmes spécifiques à la Bretagne, comme on l'a vu parfois chez les parlementaires bretons ? De même, en tant que Ministre communiste breton, pensez-vous intervenir auprès des autres Ministres communistes en faveur de la Bretagne, par exemple en faveur des transports (électrification du réseau ferroviaire, plan routier breton, etc.)

A. L. P. : A ma connaissance, cinq ministres de ce gouvernement sont d'origine bretonne directe. J'entends par là, soit qu'ils sont nés en Bretagne et qu'ils ont des origines bretonnes, soit qu'étant nés en dehors de la Bretagne, ils sont de souche bretonne récente. On en trouverait sans doute d'autres qui le sont partiellement en remontant les générations. Il arrive à certains ministres bretons d'évoquer entre eux les problèmes de notre région, mais cela n'a jamais pris une forme administrative.

Ministre communiste breton, j'ai le plus grand souci des intérêts de ma région d'attache, et je ne manque aucune occasion de faire valoir auprès de tous les autres ministres, et parmi eux bien sûr les ministres communistes, les besoins de la Bretagne, ses aspirations et la nécessité de lui affecter les moyens de son développement et de son épanouissement dans tous les domaines.

SAHARA



A l'Ouest de l'Afrique, dans le sable et les cailloux, un petit peuple, les Saharaois, se bat depuis 1975 contre le Maroc. Une guerre oubliée mais bien réelle. Le Peuple Breton a passé neuf jours avec les combattants saharaois et avec les réfugiés.

1^{re} PARTIE

2000 kilomètres avec les combattants du désert

DIX heures du soir, jeudi 28 octobre: dans un oued encaissé, à une vingtaine de kilomètres au sud de Guelta-Zemour, Ahmed Baba procède au cérémonial des trois thés saharaois — le premier amer, le second sucré, le troisième suave — longuement oxydés par les transferts alternatifs entre un verre cylindrique et la théière posée à même la braise.

Depuis trois jours, nous avons déjà parcouru mille deux cents kilomètres dans la partie libérée du territoire saharaoi. Ce soir, on a disposé une Land-Rover perpendiculairement à un petit alignement d'acacias, on a fait rapidement un carré de couvertures et on récupère des fatigues de plusieurs centaines de kilomètres de sable et de caillasse, depuis Bir N'Zarane en ruine quittée le matin.

Ahmed Baba, vingt-cinq ans à peu près, raconte à voix basse sa vie: au temps des Espagnols — c'était seulement il y a huit ans — il était lycéen à El Aïoun. Après la fin des études secondaires, les Saharaois contrairement aux Espagnols, devaient passer un examen supplémentaire pour avoir accès à l'université. Ahmed Baba s'est ainsi retrouvé à Madrid, en 1975, étudiant les lettres et le droit. Il nous parle de la vie en Espagne, de ses professeurs. Le 27 février 1976, après le retrait espagnol consécutif aux accords tripartites Espagne-Maroc-Mauritanie qui partagent le Saguiet-el-Hamra et le Rio-de-Oro en faisant fi du peuple saharaoi, le Front Polisario (c'est-à-dire le Front pour la libération de la Saguiet et du

Rio-de-Oro) proclame l'indépendance de la république Arabe Saharaouie démocratique — la RASD — et entame la lutte de libération nationale contre la Mauritanie, au Sud, et le Maroc en proie au rêve éveillé de la marche verte. Ahmed Baba rentre alors au Sahara et partage depuis six ans la vie des combattants du désert.

«*Au temps de l'esclavage (c'est-à-dire au temps de l'Espagne) nos tentes étaient là-haut*»; un autre combattant saharaoi désigne le fond de l'oued, vers le nord...

Combien sont-ils ?

Aujourd'hui, le désert est vide. Les populations des villes, bombardées au napalm par l'aviation marocaine ont amorcé en 1976 un exode vers les sanctuaires de la terre algérienne, aux portes de Tindouf. Celle de Bir N'Zarane, à soixante kilomètres de l'océan, a reflué sur mille kilomètres par haltes successives, au prix de sept cent cinquante morts sous les bombes.

«*Notre affirmation de l'identité nationale est violente. Le nationalisme saharaoi est violent*» nous répètera Mohamed Habiballah, le délégué du Front Polisario à Paris, qui nous accompagne. Ce «parfum violent d'une patrie à construire» il est à l'échelle d'un pays démesuré, extrémiste, surchauffé en été jusqu'à 60 degrés, mais pouvant, dès qu'apparaît l'eau, faire éclore des jardins. Combien étaient-ils dans ce territoire grand comme la moitié de la France? 75000 avaient décompté les

Espagnols, mais en n'enregistrant que les habitants des villes munis d'une carte d'identité. 25000 annoncèrent plus tard les Marocains, décidés à nier la question du peuple saharaoi. 750000, disent les responsables du Front Polisario, qui précisent toujours qu'il s'agit d'une estimation et non d'un recensement scientifique; et qui ajoutent que la justification d'une cause ne dépend en rien du nombre des gens concernés...

Phosphates

La foi dans la cause, il fallait l'avoir, quand fut proclamée la RASD, et la certitude absolue d'être suivi par tout un peuple. Bir Lehlou, l'oasis du 27 février, coïncée près de la frontière algérienne, nous n'y avons vu qu'un troupeau, deux chameaux, cinq hommes et une femme s'affairant autour d'un camion: c'est une infime parcelle de son territoire que possédait alors le Polisario. Aujourd'hui, les neuf dixièmes de la RASD sont sous contrôle absolu de l'armée de libération. En quatre jours et quatre nuits, dans les deux mille kilomètres de la vaste boucle que nous avons décrite, nous n'avons pas rencontré la moindre trace de présence marocaine, nous n'avons eu aucune alerte aérienne. Bien sûr, la sécurité est loin d'être totale et la Kalachnikov est à portée de la main sur l'avant des Land-Rovers. La nuit, on roule (très vite...) tous feux éteints à la seule lueur de la lune.

Mais les responsables du Polisario nous ont expliqué comment leur cinquième congrès avait pu se tenir en territoire libéré, regroupant six cents



En haut, un combattant saharoui, près de Bir Lehlou.
En bas, des prisonniers marocains.

délégués pendant quatre jours, aux dates et lieux prévus, sans que l'armée et l'aviation marocaine aient pu intervenir.

Depuis dix mois, l'armée du roi Hassan est réfugiée sur « le mur », une butte et un fossé truffés de radars et protégés par des lignes de barbelés, un rempart qui enferme le Nord-Ouest du Sahara, le triangle utile avec la ville historique d'El Aïoun et la ville sainte de Smara. Et les phosphates, la richesse principale de la Saguiet-el-Hamra...

« Toute la patrie ou le Martyre », le mot d'ordre du cinquième congrès du Polisario, c'est le refus de la partition, du marchandage. C'est la preuve que quatre années de lutte ont été enregistrées par le peuple, avec toute la modestie qui caractérise les véritables combattants. C'est la volonté de mettre en échec la stratégie en œuvre au Sahara, dans laquelle Hassan n'est qu'un élément et le peuple marocain une victime » nous dira Mohamed Sidati, ministre conseiller auprès du premier ministre.

Le système des fourneaux

A N'Guella, au cœur des collines érodées, parmi les éboulis, on est à quatre-vingts kilomètres du mur, dans la gachette du pistolet qu'évoque la forme du territoire saharoui. Ici, les maisons sont debout; d'un côté de la vallée, la ville saharouie, de l'autre les villas blanches de l'administration coloniale espagnole qui ne se mélangeait pas!

Au matin, nous verrons le jardin détruit, les fragments fondus des bombes au napalm. Plus loin, les combattants saharouis ont remodelé un autre jardin, une coopérative, plus abritée, contre les incursions aériennes. L'objectif des unités saharouies réparties dans le désert est l'autosuffisance alimentaire. « On y arrive, du moins pour les produits de base, et on expédie même parfois des denrées vers les écoles ». Ici, en 1979, a eu lieu un siège au cours duquel les Marocains, entourés par 12000 Saharouis, ont mangé leurs chiens...

Vers le Sud-Ouest, à trois cents kilomètres, à travers un désert très dur, c'est Bir N'Zarane, une région autrefois riche, aux troupeaux fournis. En novembre 1981, la bataille y a été terrible. Bir N'Zarane, c'est une très faible surélévation au milieu d'une vaste cuvette de sable jaune-gris, chauffée à blanc, d'un silence total. A quatre-vingts kilomètres à la ronde on doit voir tout ce qui bouge, entendre le moindre bruit de moteur. Les Marocains en faisaient un véritable baril de poudre, depuis 1976; et, après l'accord de 1979 entre la Mauritanie et la RASD, quand ils annexèrent la province « mauritanienne » c'était leur tête de pont vers le sud. Une triple ligne de défense, la première sur 40 kilomètres de longueur, et ce système des fourneaux que nous explique Cheikh Mohamed Salem, qui dirige le groupe de combattants présents ici, dans l'ancienne caserne aux dômes multiples de la légion espagnole. Il a participé à la reprise de la ville: « Ce sont des bouteilles de butane remplies d'essence auxquelles sont fixées des roquettes de 120 millimètres. Le tout est relié à une boîte de TNT de 5 kilogrammes ».

Tous les cents mètres, sur un cercle autour de la ville, on retrouve ce motif. Et le tout était commandé depuis un point unique au centre. « Un cercle de feu plus efficace que le napalm; un dispositif de conception étrangère au Maroc ». C'est, dit-on, les Israéliens qui en sont à l'origine... Mais les Marocains, surpris par la mobilité des Saharouis, n'ont pas pu s'en servir, le désert ne se manipule pas si facilement quand on n'y est pas né!

Ahmed Barrikallah, le maire de Bir N'Zarane, qui est venu avec nous depuis le camp de toile où est réfugiée la population, retrouve avec émotion sa ville détruite. Sur les murs blancs encore debout, les inscriptions en français, du genre « Vive les FAR marocaines » sont peu à peu recouvertes par des slogans en arabe, et, depuis hier soir, par une phrase vantant la solidarité entre l'UDB et le Front Polisario...

« Personnes disparues »

Quand les Marocains ont fui la ville, il ne restait plus une maison intacte; la forêt, au sud, avait été rasée et les champs de mines (de fabrication américaine et, on le soupçonne, sud-africaine) entouraient entièrement la ville. Aujourd'hui, le déminage est encore loin d'être terminé et la TNT jaune est encore éparse, dans les boîtes de conserve de cinq kilogrammes reliées à des détonateurs placés dans une petite structure de bois articulée qu'on dispose juste sous le sable, sensible à la moindre pression.

Les bombes à fragmentation, aussi, sont en vogue au Sahara. Arrivant au sol, elles libèrent 640 billes grosses presque comme le poing, qui éclatent à leur tour en une myriade de losanges déchiquetants. Parmi les armes prises, dont nous avons pu voir une impressionnante collection, des chars US ultra-modernes, munis de dispositifs à infra-rouges, voisinent avec des blindés Paliad capables de rouler à cent à l'heure en dehors des pistes.

Derrière son mur, l'armée marocaine n'a plus le moral. Elle s'enlise. D'autant que le mur se passe, selon les responsables du Polisario, assez aisément: «*Les radars ne fonctionnent pas toujours*».

Dans les territoires occupés, la résistance existe, soutenue par la radio nationale sahraouie, qui émet six à huit heures par jour depuis un studio itinérant en terre libérée. Il y a des attentats en série dans la région d'El-Aïoun.

Dans les territoires concédés aux Saharais, nous avons rencontré des prisonniers marocains. Selon nos interlocuteurs du Polisario, il y en aurait entre deux et trois mille. Pour Hassan II, il s'agit officiellement de «personnes disparues» dont il refuse de reconnaître qu'elles sont prisonnières et dont les familles sont sans nouvelles. Ceux que nous avons rencontrés étaient cent-vingt, appartenant à peu près pour moitié à l'armée de terre et à l'aviation. Certains sont là depuis plusieurs années, Hassan se refusant, selon le Polisario, à toute négociation à leur sujet et ne transmettant pas leurs lettres. Cela finit d'ailleurs par poser un sérieux problème moral au Maroc, les familles faisant chaque jour le siège du ministère des Armées pour tenter d'avoir des nouvelles.

Directement en français et les interprètes sahraouis se tenant en retrait, l'un de ces prisonniers s'est exprimé au micro de Marc Pennec, de RBO, répondant de manière brève et précise à toutes les questions: il n'était là que depuis un mois, car il venait d'être abattu aux commandes de son Mystère F1 lors de sa première sortie dans le sud. Est-il bien traité? «*Oui, la vie est normale, par chambres de moins de dix*». Peut-il communiquer avec sa famille? «*Non, mais il a bon espoir*». Où a-t-il été formé? «*En France, en particulier à Tours où il était encore il y a six mois*». Que pense-t-il de cette guerre? «*C'est une ruine pour le Maroc!*»

La tête de pont U.S.

La prise de conscience du peuple marocain est d'ailleurs l'un des espoirs du Front Polisario. Il y a des signes, nous dit-on. Les jeunes refusent de plus en plus une guerre dont ils ne voient pas l'issue, le moral des soldats qui gardent le mur est bas, l'impression d'abandon étant omni-présente. L'ennui et l'inquiétude, nous a-t-on rapporté, les soldats marocains arrivent à les tromper en fumant une poudre obtenue en pilant de gros cancrelats séchés et qui les envoie pour quelques heures dans un monde moins hostile.

Mais Hassan a encore de gros appuis à son rêve d'empire chérifien, à commencer par son opposition socialiste, qui le trouve même trop mou sur la question!

Et puis maintenant, les Etats-Unis de Reagan qui a bien vite compris que le Maroc du petit Roi pouvait être une excellente passerelle de débarquement dans l'ouest africain. Lors de notre séjour en RASD, c'était le sujet de préoccupation essentiel des militants du Front Polisario. Hassan remettant la



En haut : Guelta-Zemour en ruines.

En bas : Matériel militaire pris aux Marocains ; au premier plan, les restes d'une bombe à billes.

visite de Mitterrand pour se rendre à la convocation de Reagan, c'est le signe — confirmé par les manœuvres militaires US au Maroc, les premières à l'Afrique de l'Ouest — que l'Amérique a décidé de poser de tout son poids dans le conflit, et, manifestement aussi, de remplacer l'influence française. On ne voit pas, cependant, les Etats-Unis intervenir directement dans la guerre. «*A chaque défi, nous dira Mohamed Sidati, à chaque manifestation de poursuite du conflit, le peuple sahraoui a su répondre. Le Maroc s'est enfermé dans un réduit, cerné par une ceinture de mort*». «*Et, ajoutera Mohamed Habib-allah, Hassan n'a pas les moyens d'être un nouveau shah*».

Caspar Weinberger, le secrétaire américain à la défense, a annoncé lors d'une visite au Maroc une aide militaire de trente millions de dollars et l'entraînement des forces terrestres et aériennes, et l'ambassadeur américain au Maroc a déclaré que les Etats-Unis ont pris «un certain nombre de mesures

concrètes» pour soutenir militairement le Maroc.

Le lac empoisonné

A une vingtaine de kilomètres au nord-ouest de Guelta-Zemour, sur un plateau de cailloux bruns, la carcasse d'un avion. C'est un Hercules C-130, un transport de troupes de fabrication V.S. utilisé par les Marocains comme avion d'observation qui a été abattu le 8 octobre 1981 lors de l'importante bataille pour la reprise de la ville. Dans l'enchevêtrement des ferrailles, on ne voit plus que les vêtements des hommes et, à une dizaine de mètres, une chaussure, une chaussette et un tibia qui en sort, nettoyé par les grands corbeaux. «*Les marocains étaient là avant nous, et ils ne les ont pas enterrés; alors...*»

Le petit cimetière de Guelta-Zemour, lui, comporte deux carrés de pierres sèches, à peine marquées dans le sol de sable; près de la piste, les Saharais, plus en haut, les Marocains. Sur les



Les anciens qui ont rallié unanimement le Polisario, en 1975.
A gauche, Baaba Ali Salem, ancien député à la Djémaa.

pitons fortifiés qui surplombent les vallées, dans les gorges encaissées, la bataille a été rude — et décisive — le treize octobre 1981. L'école coranique est enfoncée, les carcasses de camion barrent par intervalles une route qui fut bitumée, du temps des Espagnols. Les pistes, dans les vallées, sont, un an après, complètement déminées. Quelques semaines après Guelta-Zemour, les Marocains perdaient Bir N'Zarane et décidaient de s'accrocher à leur réduit muré et de ne plus faire la guerre autrement que par des incursions aériennes et des bombardements «*Sont-ils fréquents?*». «*Quotidiens, près du mur.*» «*Sont-ils efficaces?*». «*Non, très peu, ils semblent faits au hasard...*».

«Guelta» c'est un petit lac. Il est encaissé dans une espèce d'entonnoir de pierre blanche, striée des niveaux successifs. Il n'y a pas eu, au Sahara occidental, de grosse pluie depuis 1979 et le niveau de l'eau, d'un émeraude profond, est bas. Mais on n'en boit pas : les Marocains l'ont empoisonnée avant de partir...

Souvenir de la Mauritanie

Au retour vers N'Gella, à deux heures de l'après-midi à la halte sous un bouquet d'acacias pendant qu'on cuit le pain gris directement dans le sable, les plus anciens d'entre-nous, Ahmed Barrikallah, le maire de Bir N'Zarane et Baaba Ali Salem, ancien député de la région à la Djémaa (l'assemblée bidon mise en place par l'administration espagnole), totalement requinqués par leur désert retrouvé, plaisaient avec les combattants plus jeunes. Eux, les anciens, sont plus à l'aise en espagnol qu'en arabe ; mais quand le Front Polisario a engagé le combat, eux, les notables se sont ralliés unanimement, le 28 novembre 1975, à Guelta, et ce fut l'un des succès fondamentaux du Front, contre lequel pourtant le Maroc et l'Espagne avaient tenté de susciter des mouvements de diversion.

Avec Bachir Ahmed, notre «modeste interprète» aussi à l'aise en français qu'en espagnol ou en arabe officiel, ou en hassanya, l'arabe local plus proche de celui du golfe persique que de celui d'Alger, parfait connaisseur de la géopolitique africaine, nous évoquons la guerre contre la Mauritanie, avant la paix de 1979. «*Était-elle plus dure que contre le Maroc?*». «*C'est parce que la Mauritanie était plus faible que le Maroc, qu'elle a trouvé la guerre plus dure!*».

On se rappelle les multiples coups de main du Polisario contre le chemin de fer Zouerate-Nouadibouh qui longeait le sud de la RASD ; on se rappelle aussi le coup d'audace du Front attaquant la capitale elle-même, la «Brasilia des Sables», Nouakchott. C'est au repli de Nouakchott que le dirigeant historique du Front, El-Ouali, fut tué. Aujourd'hui, l'entente règne avec la Mauritanie, qui était représentée au cinquième congrès, mais on a du mal à effacer les séquelles de la guerre et les Saharaouis laissent percer un certain mépris pour un pays qui n'a aboli officiellement l'esclavage qu'en 1980 et qui ne sait même pas faire respecter cette interdiction. Et c'est du bout des lèvres qu'on vous confie que le président mauritanien est un Saharaoui qui, auparavant, combattait le Front Polisario...

«La France bloque...»

Dans les petites pipes de bois et de cuivre, toutes droites, on entasse une infime quantité de tabac pur, arrivé au Sahara via les Iles Canaries (beaucoup de produits transitent par les Canaries, y compris les livres de math!). De quoi engager la conversation, le temps de trois bouffées, dès que les Land-Rovers s'arrêtent. La Bretagne, les Dirigeants du Polisario la connaissent, et savent la nature des problèmes qui s'y posent.

Giscard, son image de marque est effrayante : les dirigeants progressistes de l'Afrique se rappellent des pitreries centrafricaines, des interventions tchadiennes, du soutien personnel à Hassan.

De Mitterrand, qu'attend-on ? Autre chose, à coup sûr, mais on doute qu'il abandonne le Maroc et les intérêts économiques qu'y possède la France.

Parmi les cinquante-six états qui ont officiellement reconnu la RASD, il n'y a aucun européen. «*C'est la France qui bloque.*» L'évidence, c'est que les zones d'influence héritées du colonialisme sont aussi solides que les frontières. Si la France à qui, en Europe, on reconnaît le leadership dans cette région de l'Afrique, franchissait le pas, beaucoup d'autres pays européens suivraient. Mais c'est à petits pas que se font avancées et reculs, et la visite de F. Mitterrand au Maroc le mois prochain, en dépit de l'affront que lui a fait Hassan en octobre, montre la volonté de maintenir les alliances et les intérêts précédents. Et celle de ne pas laisser le champ trop libre à l'Amérique...

Le sens africain

Mais l'Europe, vue du Sahara, c'est loin. Et même si Radio-France-International transmet à travers les sables les péripéties du championnat de France de foot, on préfère ici brancher les transistors sur la BBC en langue arabe qui, depuis longtemps, fait une large place au conflit du Sahara occidental.

Maintenant, c'est le sommet de l'OUA qui est à l'ordre du jour, et les manœuvres de l'administration Reagan pour mettre à mal l'organisation africaine. La RASD vient, à la suite des voyages de Mohamed Abdel Aziz, le secrétaire général du Front qui vient d'être élu président de la République par le cinquième congrès, chez les pays amis, Algérie, Madagascar, Tanzanie et Bénin, de décider son abstention «volontaire et provisoire». «*C'est le sens africain de la RASD qui vient de prévaloir*» explique Mohamed Sidati.

L'abstention des Sharaouis, qui restent membres de l'organisation, va permettre d'atteindre un quota qui n'avait pu l'être il y a quelques mois. «*L'OUA est mise à rude épreuve par les manœuvres qui ont pour but de diviser l'Afrique. La RASD est aujourd'hui au cœur de la tourmente, elle veut aider l'Afrique à surmonter la crise. Le Peuple saharaoui, la RASD et le Polisario ont une conscience aiguë du combat de l'ensemble de l'Afrique.*».

Ambition démesurée pour un petit peuple en guerre contre un état largement soutenu par l'occident ? Utopie pour un pays aujourd'hui vidé de ses enfants, de ses richesses ?

Pourtant, dans les immenses camps de réfugiés étalés au creux des sables au alentours de la ville algérienne de Tindouf, un peuple aujourd'hui, et surtout ses femmes, a entrepris méthodiquement l'émergence d'une nation moderne.

(à suivre)

Jean Guéguénat.



René Bozec et J.-Y. Monnat

S.E.P.N.B.

SEPNB : un sigle qui en (bientôt) 25 années d'existence a trouvé bonne place dans le monde de la protection de la nature. Un monde qui concerne chacun de nous puisque, tout bêtement, c'est l'avenir de la terre sur laquelle nous vivons dont il est question. De cette terre malmenée, polluée, méprisée et, surtout, méconnue. De ses habitants, les humains et les animaux, les seconds ne faisant pas le poids face aux premiers, mais dont l'état de santé est indissociable du nôtre. D'où problème...

LA NATURE ? UN STOCK EMPRUNTÉ A L'AVENIR

De Brest à Goulien, le trajet en voiture demande un certain temps, laissé à l'appréciation de chaque automobiliste — son allergie ou son indifférence aux radars et autres instruments de contrôle routier, entrant pour beaucoup dans le décompte de la vitesse horaire réalisée. Un temps en tout cas suffisant pour bien entamer le sujet qui nous occupe aujourd'hui : décortiquer la Société pour l'Étude et la Protection de la Nature en Bretagne.

Au volant, Jean-Yves Monnat, son (jeune) président, profession enseignant et chercheur en écologie et zoologie à la Faculté des sciences de Brest. Il parle de la genèse de la SEP.N.B., suite logique du « Cercle des naturalistes et géographes du Finistère ». C'est notamment Albert Lucas et Michel-Hervé Julien (également le fondateur du mouvement de protection de la nature en France) qui ont démarré l'association en 1958. Ce qui les a décidés ? Des projets de routes en corniche au Cap Sizun promettant fort de virer les oiseaux de leurs lieux de villégiature naturels, par touristes interposés.

L'aspect humain

Et puis, en tant qu'ornithologues, ils étaient au courant que ces bêtes à plumes, se situant en fin de chaîne alimentaire, sont d'excellents indices de la santé des milieux. A protéger à double titre donc.

Ce d'autant que, grande originalité de la Bretagne, 80% des oiseaux marins de France viennent élire domicile une bonne partie de l'année sur nos côtes. Autant de raisons qui décideront les ornithos à créer une réserve naturelle, ou plutôt un espace protégé au Cap-Sizun l'année même de la fondation de la société.

Pourquoi avoir axé son action sur les côtes? «Parce que c'est le littoral qui est le plus convoité, et que la pression touristique est particulièrement forte en Bretagne» répond J.-Y. Monnat. «Mais si l'association est partie des oiseaux de mer, du littoral, elle a progressivement complété cette dimension écologique de la protection de la nature par son aspect économique: utilisation des espaces, des milieux, problèmes de pollution et d'urbanisation, sont des préoccupations qui sont venues assez rapidement sur le tapis».

Le président de la SEPNB (qui est l'une des deux sociétés de protection de la nature reconnues d'utilité publique dans l'Hexagone, l'autre étant la Société nationale de protection de la nature, dont le siège est à Paris) aborde ensuite un problème de fond: quel est l'enjeu? En Europe (et au Moyen-Orient), explique-t-il, très peu de paysages sont «sauvages»: l'empreinte humaine y est évidente. Difficile donc de protéger la nature dans cette partie du globe sans tenir compte de l'aspect humain.

Ensuite, la nature ayant évolué, surtout sous cette action de l'homme, la notion de «protection de la nature» est relative, et ne peut en tout cas être limitée à la conservation de la nature en l'état. C'est bien plutôt à une conservation des patrimoines génétiques à laquelle il s'agit de s'atteler. Et les scientifiques considèrent de plus en plus que l'avenir de l'homme est lié à la conservation d'une certaine diversité génétique de la nature.

Bulletin de santé

«Toute atteinte à cette diversité est, à long terme, une atteinte à l'économie humaine» poursuit J.-Y. Monnat. «On vit sur un stock, dont une partie est renouvelable, à savoir la partie vivante. Le tout pour l'homme, est de ne pas modifier irrémédiablement les conditions de renouvellement de ce stock. D'abord en évitant de surexploiter des ressources naturelles (le pétrole, entre autres). Ensuite, en ne détruisant pas les capacités permettant le renouvellement du milieu, c'est-à-dire en faisant en sorte que son bulletin de santé physique et chimique soit positif et non négatif (pollutions diverses). Une formule de l'UNESCO me paraît tout à fait juste: «On n'hérite pas de la terre de ses parents, on l'emprunte à ses enfants». Il ne s'agit donc pas de conserver en l'état un patrimoine naturel, mais d'en maintenir les potentialités».

En guise d'illustration de ses propos,



Petit pingouin

mon interlocuteur prend l'exemple du goéland argenté. Vous connaissez? Si. C'est cet oiseau qu'on appelle «mouette»: blanc, avec le dessus des ailes et du dos (le «manteau») gris argenté, le bout des ailes étant noir ou jaune. Joli, non?

Eh bien, ces goélands-là, voient leur population augmenter dans l'hémisphère nord. Ils doublent leur population tous les 8 ans. Parole. Aujourd'hui, dans l'hémisphère en question, il en existe 50 à 60.000 couples, alors qu'il n'y en avait que quelques dizaines en 1920. S'ils connaissent une démographie galopante c'est parce que: ils sont protégés (normal) et surtout ils se paient de vieilles razzias dans les dépôts d'ordure. Rien que la décharge municipale de Brest est fréquentée par quelque 40.000 goélands argentés. Ça fait du monde.

Ces charmantes bestioles, on les a nourries (et on continue) en gaspillant la bouffe et en laissant celle-ci n'importe où, à ciel ouvert. Autres ressources pour nos goélands: les bouchots à moules. Ils sont donc décriés nuisibles (au passage, note J.-Y. Monnat, rien n'est blanc ou noir dans la nature: les goélands mangent aussi les crabes et les bigorneaux-perceurs qui eux-mêmes se repaissent des moules). On passe alors outre les bonnes intentions de les protéger et en les tue. Pour le président de la SEPNB: «On mobilise de l'énergie et du fric pour lutter contre une prolifération dont on est responsable. C'est un emplâtre sur une jambe de bois. On lutte contre les effets au lieu de réduire les causes. Au lieu de, par exemple, tout en limitant le gaspillage, utiliser l'énergie qui peut être produite à partir des ordures».

Douze à plumes

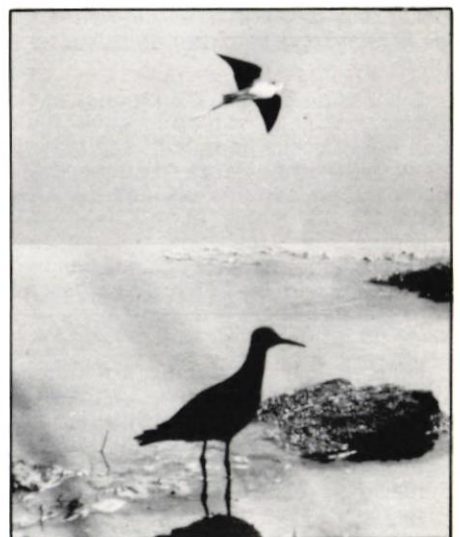
Nous laissons le bourg de Goulien à notre gauche, pour prendre, à droite la route de la réserve. La maison qu'habite René Bozec est encore à l'intérieur des terres. Il est «garde-animateur» de la zone protégée. Dans la salle de travail et d'accueil, une foultitude de planches en couleur. Les oiseaux qui viennent nicher au Cap-Sizun? Le goéland d'abord, qu'il soit argenté, brun ou marin. Le petit pingouin, le guillemot, le macareux, le cormoran huppé. Fré-

quentation également du fulmar (famille des albatros), du pétrel tempête, du grand corbeau (60 couples en Bretagne), et du crabe. Sans oublier la mouette marine —tridactyle, et non thermolactile, une des perles touristiques ayant cours en été.

Après un repas à l'«Embassade» dans le bourg, discussion au bar avec des paysans de la région. Plutôt animée, où chaque argument pèse un bon poids. Sujet: les terres constituant la réserve. Précisons que celle-ci s'étend sur 28 ha. Le département en a acquis vingt-six, la SEPNB, deux. Cette dernière est gestionnaire de l'ensemble, elle y assure le gardiennage et l'animation estivale. Fait notable: les anciens propriétaires y ont toujours droit de pacage, labour, chasse et pêche, et conservent l'accès à la côte. Le délicat dans l'affaire aura été cette arrivée de la réserve dans le pays, et les rapports entre agriculteurs et administration préfectorale durant un temps pas mal tendus: «Les gens sont braqués à l'idée d'une réserve naturelle étendue» dira ensuite Jean-Yves Monnat. «On leur explique que nous sommes d'accord pour servir d'intermédiaire entre eux et le département. D'autre part nous pensons qu'il est normal, et souhaitable, que les agriculteurs continuent à exploiter ces terres. Ne serait-ce que le pacage qui est important pour l'entretien de la végétation».

«Les cages, elles sont où?»

Retour chez René Bozec, puis direction la réserve. Une lande qui s'est habillée aux couleurs de l'automne, des descentes abruptes vers la mer, une côte plus déchiquetée que découpée, peu d'oiseaux. C'est pas la saison. La pancarte d'entrée résume le pourquoi du comment: «les visites sont interrompues du 1^{er} septembre au 15 mars; cette période de six mois correspondant au temps d'absence des oiseaux dû aux migrations et à leur phase d'installation dans la réserve dès la fin de l'hiver, toute présence humaine doit alors être évitée». Ce qui n'est pas toujours le cas. Le garde



La S.E.P.N.B. gère également des réserves naturelles à l'intérieur des terres. Témoin celle de Falguerec (Mor-Bihan). Notre photo: en haut une échasse qui y niche en été; en bas un chevalier combattant qui n'y passe que l'hiver, en migration.

raconte qu'un type s'est pointé un jour où les oiseaux s'en revenaient de leur hivernage au soleil :

« Je lui ai dit que ça gênait. Il m'a dit : oui, mais moi, je suis ornithologue. Raison de plus, vous devriez être au courant, j'ai répondu ».

En 82, 42 000 personnes sont venues visiter la réserve, avec des périodes de pointe où l'on a compté jusqu'à 831 personnes en un jour. Ici, ce n'est pas « suivez le guide, m'sieurs-dames » mais plutôt la canalisation du flux vers des circuits préférentiels. On ne guide pas, sauf à l'occasion de randonnées. Durant l'été, deux employés à mi-temps, et des saisonniers (des étudiants formés à la SEPNB) viennent en renfort.

La clientèle ? Diverse. Ça va du visiteur qui débarque ici parce que la réserve est signalée dans le guide Michelin, au spécialiste pro ou amateur d'oiseaux, en passant par des gens intéressés par la protection de la nature, sans oublier le touriste bête et parfois méchant. Ce dernier, en contemplant les cormorans posera la question *« C'est vous qui peignez les rochers en blanc pour mieux voir les cormorans ? »* Alors que si les rochers sont blanchis, c'est par la fiente des oiseaux. Ou encore : *« Les cages, elles sont où ? »*. Ou bien : *« A quelle heure vous les nourrissez ? »* Et René Bozec de commenter : *« Vous nous voyez courir sur les rochers en train de crier : petits, petits ! »*

Le garde me tend sa paire de jumelles pour détailler un goéland marin. Des-

1958-1983 : la SEPNB fête l'an prochain ses 25 ans. Ça se passera en mai à Lorient. Programme pas encore fixé, mais on peut déjà vous dire que sont prévus un concours de photos et de posters, et un festival du film de nature. Présentes à Lorient ainsi qu'à Brest, Rennes et Nantes (un mois dans chaque ville), les œuvres du peintre animalier Robert Hainard, diaboliquement naturelles, vous raviront les yeux. Sûr.

sous des ailes noires, corps blanc, il a une sacrée majesté, cet oiseau qui peut atteindre jusqu'à 1,70 m d'envergure et peser plus de 2 kg. *« C'est un peu le roi de la réserve, le seigneur de nos côtes »* dit le garde.

Discussion entre J.-Y. Monnat et R. Bozec : un câble est tendu à environ un mètre au-dessus de la mer, accroché à deux rochers bouclant une crique. Dangereux pour certains oiseaux qui arrivent tôt le matin et pêchent aux environs, car à ce câble doivent être périodiquement accrochés des casiers, ou des filets. En ce moment, ce n'est pas trop grave ; ça peut le devenir avant l'arrivée du printemps.

Nous nous rendons chez l'agriculteur propriétaire de la parcelle concernée. Là, ce sera le « mieux vaut discuter que s'engueuler ». Il dira ne pas utiliser souvent son « va-et-vient » et promettra de l'enlever avant le retour en masse des oiseaux.

Pas les mains liées

Fin de journée. Sur le trajet du retour, nous passons en revue les différents compartiments d'action de la SEPNB.

Le premier concerne les « décideurs »,



Pétrel fulmar : sa limite sud est le Cap-Sizun.

terme générique qualifiant l'administration, les pouvoirs publics (dont le ministère de l'environnement), les élus. Conseils, concertations, critiques sont les trois applications de l'action d'une société qui, si elle passe régulièrement des contrats d'étude avec les pouvoirs publics et est donc engagée financièrement, ne s'en trouve pas les mains liées pour autant. Une société qui, si sa compétence est reconnue, n'est pas tout le temps sollicitée : ses prises de positions tant sur le nucléaire, la politique de l'eau, les complaisances vis-à-vis des pollutions, la gestion de la chasse, ont fait (et font) plus d'une fois grincer les dents.

Second « compartiment » : le public. D'une société d'érudits à l'origine, la SEPNB a évolué dans les années 70 pour, progressivement, s'ouvrir à un large public. Ceci au moyen d'actions sur le terrain réalisées par, actuellement 1200 adhérents regroupés en sections locales. Un chiffre qui, selon J.-Y. Monnat ne correspond pas à l'influence réelle de la société : elle a compté jusqu'à 4000 membres, et il n'y a aucune raison pour que la courbe ne remonte pas.

Une ouverture par le biais de ses publications également. En 78, c'est le lancement du mensuel écologique breton « Oxygène » (1), financièrement autonome désormais. Quant à la revue trimestrielle « Penn ar Bed » (créée en 53), elle est un lieu privilégié d'expression des scientifiques et spécialistes de protection de la nature. Peut-être même



Guillemot de Troil

Clichés : Photothèque S.E.P.N.B.

un peu trop privilégié... En ce sens que les textes parus, plutôt arides, demandent pas mal d'érudition. Pour cette raison, il a été décidé, lors de l'assemblée générale de la SEPNB à Concarneau le 6 novembre, de renouveler la présentation et le contenu de « Penn ar Bed » (2) qui sera à l'avenir plus accessible au simple promeneur plus pédagogique (à l'attention des éducateurs de la nature, par exemple). Décision également prise lors de l'AG de développer l'organisation de sorties dans la nature, en vertu de l'adage qui veut que *« l'on ne pense pas détruire ce qu'on connaît bien »*.

La SEPNB c'est aussi un budget de transit vu son activité de gérance de 1,8 million de F. pour cette année, ce sont 18 personnes salariées à plein ou à mi-temps. Dont un « permanent animation nature » qui se balade d'écoles en comités d'entreprises et met sur pied des stages de connaissance et protection de la nature.

Troisième ligne d'action : les espaces naturels. La SEPNB est l'organisme qui, dans l'Hexagone, gère le plus de réserves naturelles. Des îles des Landes (Cancale) jusqu'à l'îlot de la Pierre Percée en baie de la Baule (Guichard), on dénombre 34 espaces pris en charge par l'association. A noter la volonté de celle-ci de consolider le réseau littoral existant et concentrer les efforts de création à l'intérieur des terres : de plus en plus de municipalités demandent à la société de mettre en place des réserves sur leurs communes. Des exploitations de tourbières sont également envisagées.

Quant au quatrième volet, on pourrait l'intituler : soutien et participation. Soutien, Jean-Yves Monnat le définit : *« La SEPNB, ne peut ni ne doit se substituer aux associations qui se créent sur le terrain. Elle peut leur donner un conseil scientifique, mais ne leur apportera son soutien que si elles défendent l'intérêt public en matière de protection de la nature, et non des intérêts privés »*. Participation, principalement par l'action sur le terrain des sections locales, avec des associations importantes telles l'APPSB (3) dont l'action sur les rivières est tout à fait complémentaire de celle de la SEPNB.

Au chapitre des réalisations, citons bien sûr le Conservatoire botanique du Stangalarch'h à Brest, qui est un centre mondial pour la conservation des plantes en voie d'extinction. La société prévoit de s'en retirer prochainement et passer le relais à un organisme à vocation internationale, sa vocation à elle étant spécifiquement bretonne. A ce propos, une motion a été votée lors de l'assemblée générale : elle vise à la reconnaissance du bilinguisme dans les écrits et interventions de la SEPNB. Ajoutons enfin, que celle-ci s'est récemment vu bénéficier d'une donation : le domaine de Bois-Joubert, sur la commune de Rezé (44). Un centre animation de la nature y est en chantier.

Pierre Gallais.

(1) Association « Oxygène-Bretagne », quai Est, 29110 Concarneau, Dir. : Yves Le Gal.

(2) « Penn ar Bed » et SEPNB : 186, rue Anatole France, 29200 Brest. Tél. 98/49.07.18

(3) Lancée à partir d'un n° spécial de « Penn ar Bed » sur le saumon en Bretagne, l'association pour la protection des salmonides en Bretagne publie une revue, trimestrielle également, « Eau et Rivières ». Adresse : 1, rue des Primevères, 56530 Quéven.

pb.service

Parution assurée des annonces de fêtes, spectacles, stages et offres d'emploi, si elles parviennent au journal avant le 15 du mois précédant la parution.

• Ar Seiz Avel:

Au café-animations de Konfort-Prad (près Bégard): le 10, Patt Kilbride Band; le 18, Angélique Ionatos — Cours au Seiz: Flûte traversière et breton (tél. 96/35.80.64).

• Milio Leho:

Après le printemps de Bourges 82, un nouveau tour de chant de la chanteuse rock. Elle sera le 9 à la M.J.C. du Grand Cordel, rue Mira-bea uà Rennes (Tél. 99/36.42.67).

• Servat:

Jusqu'au 12, il chante tous les soirs à l'Espace Gaité, 35, rue de la Gaité à Nantes.

• Centre d'Action Culturelle:

Au C.A.C. de Saint-Brieuc: le 6, récital Gilles Vigneault; le 8, jazz avec le Trio Maté-Mechall-Jouvelet; le 11, Café-Théâtre avec Font et Val; le 11, cinéma, «La nuit du polar»; le 12, «Maison de Poupée» d'Ibsen par la Comédie de Rennes; le 13, débat sur la Pologne; le 15, «La brasse à l'envers» par le Théâtre Écarlate; le 17, «May B» par le ballet-théâtre de l'Arche; le 21 au 23, «Bœuf-gorod» par le théâtre de Folle Pensée.

• A l'OFAC:

A l'Office fougérois d'action culturelle, Espace III à Fougères: le 16, «Maison de poupée» de Henrik Ibsen par la Comédie de Rennes.

• Festou-noz:

— Le 4, Salle «Ar Mor Glas» de Kerlouan, fest-noz avec le groupe Mor-bihannais «Dir ha tan», Jean-Louis et Valentine (Kanerien an Huelgoat), Patrice Corbel (org. Foyer culturel).

— Le 25, salle des fêtes de Malestroit, fest-noz avec Bleizi Ruz (org. Amicale laïque).

— Le 31, à Orvault près Nantes, salle de la Frébaudière, fest-nos réveillon animé par «Ar Bleizi Ruz». Repas 125F. sans les vins. Fest-noz seul: 30F. Location: Auditorium, 22, rue Jean Jaurès à Nantes. Tél. 40/20.53.09 ou Aldrig Russon, tél. 40/72.08.68, ou bien A. Le Bihan, tél. 40/40.90.52 (org. UDB).

• Au Grand Cordel:

Cinéma à la M.J.C. de Rennes avec «Les Fraises sauvages» du suédois Ingmar Bergman.

• Expositions:

— Photos de concert réalisées par Louis Blonde au Tremenach à Plouguerneau jusqu'au 31. Ainsi que photos Festival Elixir, Jazz à Brest, concerts d'été au Patchwork, route de Gouesnou à Brest tout le mois.

— «Laques» de Skala jusqu'au 25. Galerie du Steir, quai du même nom (à côté BPPA), Kemper.

— Au CAC de Saint-Brieuc: jusqu'au 30, François Rescan; jusqu'au 28, Instruments de musique coréens; du 8 décembre au 16 janvier, «16 poètes pour une ZAP» (Zone à Aménager Poétiquement) jusqu'au 31 décembre, expo sur la Pologne (sous réserve).

• B.A.S.:

En mai 83, l'association «Bretagne, Alcool, Santé» organise une rencontre nationale: «Culture, manières de boire et alcoolisme». Soutenue dans cette initiative par le Min. de la Culture et la Dir. Rég. des Affaires Culturelles, «B.A.S.» fait appel à tous les artistes qui aimeraient inau imaginer une création autour de ce thème. Tous les arts peuvent être représentés: courts-métrages, théâtre, marionnettes, sketches, chansons, peinture, littérature, B.D., etc... Dès à présent, les artistes intéressés peuvent prendre contact avec «B.A.S.», 12, square de Provence, 35000 Rennes, Tél. 99/54.15.60.

• Écrivains bretons:

Les prix littéraires des écrivains bretons 1983, seront décernés au printemps prochain à Châteaubriant. Ne sont admis à concourir que les ouvrages édités au cours de 82. Les candidats doivent envoyer leurs œuvres avant le 15 janvier 83, en 9 exemplaires au secrétariat du prix des Écrivains bretons, B.M., 29000 Kemper.

• Forum pour l'unité:

Il se tiendra le 11 à Nantes, à la nouvelle maison des associations, Bd Stalingrad, près gare. Quatre commissions de travail sont déjà prévues sur: Histoire et culture, Données économiques, Dimension maritime, Institutions et

voisinage. D'autre part, le Comité pour l'Unité Administrative de la Bretagne édite une lettre trimestrielle: abonnement 20F./an, soutien 100F. (CUAB, 1, rue Grétry, 44000 Nantes, chèque au nom du CUAB).

• Cours de breton:

Cours intensif de breton (org. par Skol an Emsav) les 11 et 12 à l'A.J. de Rennes, 40, rue Montaigne (Inscr. au 99/30.90.15).

• Stages:

18 et 19, reliure: 21 au 24, vielle: 27 au 31, accordéon diatonique: 27 au 30, guitare d'accompagnement: 27 au 31, bombarde, violon (rens. et inscr. à Ti Kendalc'h, Allaire, Tél. 99/91.28.55).

• Ski:

— Avec la M.J.C. du Grand Cordel, Rennes (Tél. 99/36.42.67) à Superbesse, du 26 décembre au 2 janvier, et du 19 février au 27 février.

— Avec le Club loisirs Animations Jeunesse de Brest (Tél. 98/03.03.29) en janvier et février.

• Loire-Atlantique incluse:

Le comité pour l'Unité Administrative de la Bretagne vient d'éditer un nouvel autocollant blanc et rouge: «Pas de Bretagne sans Loire-Atlantique». A l'unité 2F. franco et 60F. franco par 100. Commandes (chèque ou équivalent en timbres) à CUAB (autocollants), Pierre Manach, 37, rue des Sports, 44700 Orvault en Bretagne.

• L'agenda de SAE:

L'agenda 1983 de Skol an Emsav entièrement en breton est sorti. Codes postaux, syndicats, media, troupes de théâtre, tableau, kilométrique, etc. Prix 30F. Commandes: Skol an Emsav, 8, strada Hoche, 35000 Roazhon (27 francs si la commande dépasse 10 ex.).

LOGEMENT

Urgent, cherche à louer Brest F3 ou F2, vide ou meublé près centre, pour réussir retour au pays déjà à demi-assuré par travail stable dès janvier. Ecrire à: Cadiou, 33 rue R. Lindet, 75015 Paris.

DEMANDE D'EMPLOI

J.F., 31 ans, expérience commerce, secrétariat de direction, initiative, sens des responsabilités, cherche poste sur Brest et environs. Disponible de suite. Ecrire au journal qui transmettra.

OFFRE D'EMPLOI

Urgent, association loi 1901 recherche secrétaire sténo-dactylo à mi-temps sur Brest. Poste libre à compter de la mi-décembre. Ecrire au journal qui transmettra.



Le Peuple Breton

STROLLAD PLOUGUIN

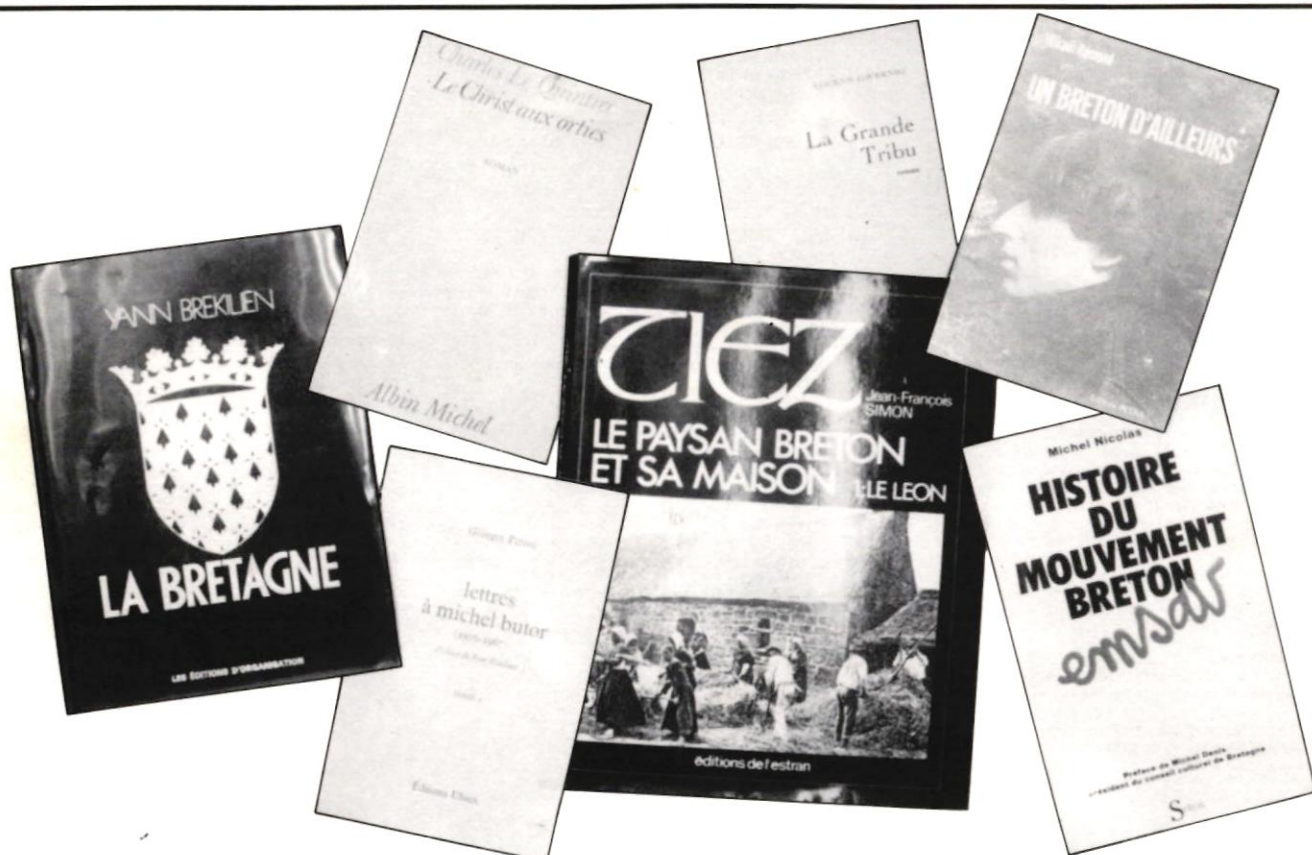
Pour cette quinzaine d'acteurs(trices) non professionnels, la plupart fils et filles d'agriculteurs ou nés en milieu rural, faire du théâtre est le résultat d'une double implication. Dans les thèmes choisis d'abord: le nucléaire, l'agriculture ou le tiers-monde, n'ont pas été retenus au hasard, c'est une «suite logique» qui concerne chacun de nous, même si elle nous paraît parfois bien lointaine. Implication dans la vie quotidienne aussi: cette troupe de langue bretonne joue le plus souvent dans les villages, dans des lieux où ils se sentent parfaitement à l'aise, parce qu'y étant enracinés.

Projet à moyen terme du Strollad Plouguin (créé en 75): une pièce sur les loisirs, prévue en juillet 83. Michel Conq, l'un des responsables de la troupe nous en parle: «Tout comme la culture dominante, il y a des loisirs dominants: la télé, le foot, le bal, la boîte... Est-ce qu'on peut toujours tenter de populariser le théâtre en breton? Pourtant, même si notre culture est plus ou moins bafouée, elle contient en elle suffisamment de choses belles qui peuvent permettre aux gens de s'épanouir».

Strollad Plouguin présente «Keit ha ma vo tud» (Tant qu'il y aura des hommes) le 3 décembre à la M.J.C. de l'Harteloire à Brest (org. UDB), le 11 au club du 3^e âge de Plouguin, le 18 à Coat Meal. Contacts: René Tréguer, Kersabiec, 29290 Tréouargat, Tél. 98/07.94.95.

Parlons livres, puisque c'est le mois de décembre. Et aussi puisqu'il en est paru pas mal, en Bretagne, ces derniers temps. Alors, sur sept d'entre eux choisis dans des domaines fort éloignés — histoire, roman, poésie, civilisation, critique littéraire — voici quelques lignes qui revendiquent, bien sûr, la subjectivité, voire l'injustice...

La Bretagne de sept livres...



Le livre que signe Jean-François Simon, *Tiez* (1) (les maisons) est à la fois œuvre de connaissance et d'estime. Les paysans léonards avaient manifestement grand soin de leurs habitations, qui étaient en même temps outils de travail. D'une simplicité extrême, il y a trois siècles, les maisons paysannes se sont peu à peu compliquées, moins au gré des richesses exposées que sous la nécessité d'un aménagement fonctionnel. Avancées, décrochements et recoins obéissaient ici à la commodité plus qu'à l'esthétique. Et si l'équilibre et la beauté de la maison et de ses installations intérieures sont frappantes c'est à la noblesse des matériaux disponibles — pierre, ardoises, bois massif — qu'il faut attribuer l'essentiel du mérite: depuis longtemps déjà, la logique du formica était en route dans le Léon!

Nul mépris dans ce constat, mais ce pays n'était pas peuplé que de chate-lains et de julots. La vie des paysans aux nombreuses familles y était rude et l'économie nécessaire. La construction de la maison était donc une affaire

essentielle qui devait être confiée à des spécialistes à qui on faisait toute confiance. Jean-François Simon cite un dialogue entre un paysan et les maçons qui vont commencer l'ouvrage et qui demandent simplement quelles dimensions et quelle orientation lui donner. On leur explique que c'est leur métier que de le savoir, et qu'à poser de telles questions, ils s'exposent au soupçon d'incompétence!

Jean-François Simon n'a pas fait ici une balade photographique au gré des chemins léonards, mais tout l'inverse: une enquête scientifique, typologique, historique de l'habitat paysan. A travers soixante communes et trois siècles, il a traqué les constantes et suivi les évolutions, qui furent parfois révolutions. L'aspect technique l'a intéressé en premier lieu, ainsi que le contexte économique. Rien de moins touristique que ce beau livre, rien de moines «carte postale».

Rien de moins froid non plus, car, à travers l'étude ethnographique, la sympathie pour un peuple perçue plus d'une fois. Jean-François Simon, enseignant à l'université de Bretagne occidentale, est originaire de Plouzané et familier de la langue bretonne. L'architecture qu'il nous décrit, il l'enserme dans un contexte social. Il scrute les corps de métier, les maçons, les couvreurs, leurs habitudes et leurs réputations. Il étudie le mobilier, les outils, leurs fonctions. Et les rites qui accompagnent chaque étape de la construction. Et il nous donne, en commençant par le Léon, la première étude de fond sur l'habitat breton.

L'édition en est particulièrement soignée (et, hélas, bien chère). On reconnaît ici la patte de l'équipe douarneniste du «chasse-marée» dont on sait l'importance qu'elle accorde à l'illustration et à la typographie. De ce double point de vue, *Tiez* est aussi une réussite, un livre-cadeau de beaucoup de prix en même temps qu'une contribution solide à la connaissance de la civilisation bretonne.

La Bretagne (2) de l'intermittent Yann Brekilien souffre de la comparaison. C'est pourtant une lourde brique à la couverture sinistre. Le président des écrivains bretons aime décidément le noir qu'il avait déjà employé pour le banal guide publié en 1980 par les PUF. Il y a cependant des points de vue intéressants dans les sept cents pages de ce bouquin à l'illustration rare, grise et peu originale. Dans le patchwork de ce livre touche-à-tout, dont on ne perçoit à aucun moment l'unité, quelques contributions se détachent et tranchent, par leur sérieux, sur le langage rêveur du nationalisme sommaire qui imprègne l'essentiel du texte. C'est le cas par exemple de la trentaine de pages que Jean-Jacques Monnier consacre à l'histoire moderne, ou de l'article de Bernard Le Nail sur l'énergie. La vue la plus originale, et la plus pénétrante, c'est sans doute celle que Madeleine Levesque nous donne dans son étude sociolinguistique: voilà qui est clair et bien bâti, mais on dirait que ça date de cinq à dix ans... C'est-à-dire d'une extrême jeunesse en comparaison des pages conformistes que Brekilien écrit sur les croyances, les lutins et les revenants. C'est dire également que le voisinage est difficile avec l'étude extrêmement technique de Léon Fleuriot sur l'origine du breton. Pas très logique, donc, de présenter ce livre cher comme un ouvrage de référence: les niveaux y sont trop inégaux et, dans trop de cas, c'est une Bretagne imaginée qui est présentée, sous une idéologie à cent coudées d'une analyse concrète de la réalité bretonne.

Cette idéologie, Michel Nicolas, la taille en pièces dans son «*Histoire du Mouvement breton*» (3), avec un entrain assez contagieux. L'Emsav, finalement, n'a guère été sujet d'étude ou du moins de publications. Les plaidoyers, certes, sont légions, les souvenirs des anciens combattants de la Bretagne libre aussi; mais les travaux d'histoire ou de sciences politiques ne couvriraient pas encore toute la période où le mouvement breton s'est manifesté.

C'est fait avec le livre de Michel Nicolas qui résume sa thèse d'État. C'est dire qu'il ne se lit pas aussi facilement qu'un roman. Bien que, parfois l'intérêt soit soutenu par la périopédie: en particulier quand Michel Nicolas décrit le grouillement du gauchisme breton, qui gagna la péninsule dans les années soixante-dix, reproduisant, comme le fait la mode, l'agitation parisienne avec le décalage obligé de quelques années.

La première partie du livre reste classique, à ceci près que le recours aux explications économiques est assez systématique. Elle porte sur le comportement du mouvement breton avant et pendant la dernière guerre et recoupe bien ce qu'a pu en dire, par exemple, A. Deniel, en 1976.

Lié, quoiqu'il ait pu dire et écrire, à une classe et à une action de résistance aux idées nouvelles véhiculées par la percée française, le mouvement breton s'enlise alors presque toujours dans l'élitisme minoritaire, perdant inexorablement la base populaire qui fut la sienne aux temps d'apogée du conservatisme chrétien et breton. Déçu par le peuple qu'il vise à promouvoir, il en vient à le mépriser et à penser qu'on pourra, si

l'on est bien décidé, faire son bonheur sans lui. Ou malgré lui.

Il se trouve simplement que cette idéologie, que l'on croyait engloutie dans le désastre de la collaboration, Michel Nicolas la décèle dans les manifestations de l'Emsav d'après-guerre, et plus particulièrement dans le discours qui se veut gauchiste libertaire, voire «communiste». C'est dans l'étude du mouvement breton de ces dernières vingt-cinq années que Michel Nicolas apporte le plus de nouveautés, c'est à elle qu'il consacre les deux tiers de son livre.

Le CELIB, en particulier, se trouve replacé dans le contexte d'un mouvement breton, dont il se distinguait par l'importance de l'action, mais dont il était solidaire par la confusion du langage et l'unanimité de façade cachant en réalité une action liée à la moyenne bourgeoisie bretonne qui n'arriva jamais à être nationale. L'UDB est traitée tout à fait en détails car Michel Nicolas a eu largement accès aux publications internes du parti, surtout concernant les premières années. Car il y voit aussi l'exemple — unique — de réussite dans un mouvement breton marqué par une impressionnante succession de fiascos.

On lui reprochera quand même d'avoir négligé l'apport à l'UDB des militants non issus du mouvement breton classique, d'avoir, de manière trop brutale, distingué le succès de l'UDB en Basse-Bretagne et son échec en pays gallo. Mais on notera aussi que c'est la première étude vraiment scientifique du parti breton de gauche.

Sur les années d'après-guerre, le livre de Michel Nicolas est une source abondante de renseignements et de documentation. Sur le langage (double...) du mouvement breton, c'est une critique impitoyable. Son projet actuel, traquer à travers les textes, l'idéologie de l'Emsav promet de donner un résultat pas très triste!

Pas triste non plus, le livre de Youenn Gwernig, «*La Grande Tribu*» (4).

Youenn Gwernig, quand il mettait la dernière main à son bouquin.



Le Peuple Breton

Déguisé en Ange Rosso, italien de New-York aux origines bretonnes évidentes, le grand Youenn nous entraîne dans une sacrée dérive américaine, de boulot en job, de whisky en irish-coffee, de femme en femme. Faut-il des références? On a dit Kerouac, bien sûr; j'ai plutôt retrouvé Brendan Behan racontant ses histoires dans le Dublin peint par Paul Hogarth. Mais Dublin, d'ici, c'était loin, surtout depuis que Mildred y était partie; et la Bretagne aussi, rêve du retour impossible. Alors Youenn, dont nul n'ignore qu'il vécut longtemps aux «États» trompe l'exil de son pote Ange en quelques virées bien imbibées.

L'épisode breton de la guerre est beaucoup moins convaincant. On y perçoit nettement l'artifice, et c'est le retour à New-York que nous guettons, contradictoirement, pour notre part. Et reconnaissons que la scène (pour employer un terme de cinéma qui colle bien à ce livre) ou Youenn — car c'est lui ici, et non plus Ange — chausse les skis dans une station surpeuplée parfaitement géométrique de l'Amérique des loisirs en dit bien plus sur le malaise d'être breton loin de chez soi que d'autres explications filandreuses.

Larme au coin de l'œil, et une bonne jubilation au fond du cœur, on sort du livre de Youenn Gwernig intellectuelle intact, mais nettoyé: une générosité comme ça, je vous jure, on en prendrait bien un bon coup de temps en temps!

Ce n'est pas le cas avec Charles Le Quintrec, dont le dernier livre «*Le Christ aux orties*» (5) fut, dit-on, parmi les possibles pour le prix Goncourt. Mystère des affaires littéraires — du business, je veux dire. Car, bon Dieu, que c'est lourd! Que c'est grossier même. Charles Le Quintrec, très sage critique du bien-pensant Ouest-France, découvre sur le tard l'audace et le plaisir de dire «caca-boudin».

Le pénible en plus, c'est qu'il a toujours l'air de se forcer. Les frasques de ses héros, c'est avec une crudité gênante qu'il les décrit. Ou, pour reprendre le langage affecté du livre, qu'il narre les exploits de ses gueux. Pourtant, l'impudence est bien limitée, l'impertinence fort courte et l'effronterie absente. Cette marche vers la lumière à partir des bas-fonds, mais c'est bien sûr, c'est Charles de Foucauld! Mais la spiritualité n'est plus ce qu'elle était, dans le désert en 1916. Ou plutôt elle ne l'était pas encore car le roman de Ch. Le Quintrec est his-to-rique. Il est surtout provincialiste, au sens triste du terme, avec les mots bretons qu'il faut, soigneusement traduits en note, et les expressions désuètes indiquant que l'action se passe bien sous Louis XIII.

Plaçant le début de son roman à Ste Anne d'Auray dans un pardon grouillant de peuple, Le Quintrec prenait le risque d'une évocation de la Rhapsodie foraine. Et d'une confrontation avec Tristan Corbière. Le KO intervient dès le premier round et même le Jacques Brel d'Amsterdam, qui n'était pourtant pas finaud, l'aurait battu aux points... Décidément, les provincialistes ne devraient jamais s'aventurer sur les chemins de l'ambition!

Michel TOZZI

SYNDICALISME ET NOUVEAUX MOUVEMENTS SOCIAUX

Un qui n'en avait guère, d'ambition, et pas la moindre trace de provincialisme pourtant, c'était Georges Perros, dont les éditions Ubacs publient la *Correspondance avec Michel Butor* (5). Deux cents quarante deux lettres courtes, souvent banales, mais qui révèlent — à qui ne le connaît guère, mais c'est la plupart — un personnage fragile sans inquiétude, effacé sans modestie. Tout le contraire, en somme, de Michel Butor, brillant conférencier, voyageur infatigable, parisien sans complexe qui lui sert d'impitoyable miroir. Perros, méprisant l'argent dont le manque pourtant l'obsède. Perros, Douarneniste, souffrant du vide intellectuel de son environnement. Perros, pauvre généreux, dont la lumière pâle attirait en Bretagne la brillante parisienne, lucide et précis. Perros allait en moto à l'Aber-Wrac'h, s'échappant, pour quarante-huit heures avec Tania, de ses gosses envahissants, pendant que Butor volait vers Rio. Georges Perros n'encaissait pas Hallier, qui lui faisait sa cour: il l'appelait le petit Meaulnes! Georges Perros parle de littérature, d'argent, de locations de vacances, des grossesses de Tania et des gouzi-gouzi des gosses.

Mais, bon sang, qu'est-ce que ce type écrivait bien!

Un autre qui ne se débrouille pas mal non plus, c'est Mikaël Rémond, qui vient de publier son premier recueil de poèmes *«Un Breton d'ailleurs»* (7). C'est plutôt rare qu'un recueil de poésie provoque un déclic — il en paraît tant qui ne parlent qu'à leur auteur. Mikaël Rémond a un métier global — au sens de globe terrestre. Cet homme au long cours, pour reprendre l'expression de Paul Keïneg, quand il évoque l'Amérique du Sud ou Singapour, c'est de la Bretagne qu'il parle. Et inversement.

D'ailleurs, pour rendre l'évidence plus criante, il a demandé à Mikaël Briant, un autre Trégorrois, de traduire en breton sur la page de gauche — ce qui n'a pas toujours dû être facile. Mikaël Rémond a le sens des mots et de leur précision; encore plus celui des images. Son cosmopolitisme a des racines et sa Bretagne aux dimensions du monde fixe la Croix-du-Sud.

Ça faisait longtemps, en Bretagne, qu'aucun poète n'avait surgi. Mikaël Rémond apporte avec un nom nouveau, une dimension nouvelle.

Jean Guégueniat.

(1) *Tiez, Le Paysan breton et sa maison., Tome 1, Le Léon*, par Jean-François Simon. Editions de l'Estran, Douarnenez (350 F.).

(2) *La Bretagne*, sous la direction de Yann Brékilien. Les Editions d'organisation, Paris (250 F.).

(3) *Emsav, Histoire du Mouvement breton*, par Michel Nicolas. Editions Syros, Paris (89 F.).

(4) *La grande tribu*, par Youenn Gwernig. Grasset, Paris (75 F.).

(5) *Le Christ aux Orties*, par Charles Le Quintec. Albin Michel, Paris (65 F.).

(6) *Lettres à Michel Butor*, par Georges Perros. Editions Ubacs, Rennes (68 F.).

(7) *Un Breton d'Ailleurs*. Par Mikaël Rémond, éd. Pétra.

Combien de fois ai-je entendu des militants bretons dire qu'il n'y avait rien à attendre des syndicats; il en va souvent de même de la part de féministes ou d'écologistes. Eh bien, qu'ils lisent ce livre, écrit par un Occidental militant syndicaliste (à la CFDT) qui soulèvera peut-être nombre de controverses, mais qui ouvre des voies nouvelles.

L'enjeu du «régionalisme» des mouvements nationalitaires, est mal perçu par les syndicats et Michel Tozzi en analyse les raisons: syndicalisme hexagonal, aux structures centralisées, ayant comme interlocuteur l'État-nation. Cependant, il lui apparaît nécessaire d'infléchir l'action syndicale dans une perspective régionaliste, ne serait-ce que par une modification des structures. Le syndicalisme a tout à gagner du «régionalisme» qui lui permettra d'affiner ses analyses. Le «régionalisme» ne pourra que s'enrichir de la rencontre du syndicalisme, en évitant les pièges du chauvinisme et du culturalisme, en vue d'un nouveau type de développement régional fondé sur la dynamique d'un mouvement populaire. Pour Michel Tozzi «un syndicat à visée autogestionnaire ne peut être structuellement et pratiquement centralisateur».

Egalement apparus sur d'autres bases que le syndicalisme, le féminisme et l'écologie, souvent critiques à l'égard de la pratique syndicale, peuvent apporter beaucoup au syndicalisme et devenir grâce à lui plus efficaces, en vue d'une véritable mixité des syndicats comme



de la société, en vue d'un «syndicalisme rouge et vert».

Il aurait été intéressant de confronter plus directement les trois mouvements. Il n'en reste pas moins que la lecture de ce livre apportera les raisons de se mobiliser pour un véritable changement en Bretagne et ailleurs.

Y. Jardin.

Michel Tozzi. «Syndicalisme et nouveaux mouvements sociaux (Régionalisme, Féminisme, Ecologie)» — Collection «Social en mouvement» — Les Editions Ouvrières — Prix 54 F.

dialogues

Pour vos
cadeaux
de Noël

Livres et Disques
37, rue Louis-Pasteur
Centre Commercial
Rallye
BREST

19, rue de la Chalotais
RENNES



Les yeux d'Helma sur une folie normale

Tout a commencé par une lettre. « Fais un film de mon histoire ». L'histoire, c'était celle de Rita G., schizophrène actuellement « presque guérie selon les médecins ». Alors Helma Sanders, réalisatrice d'« Allemagne, mère blafarde », a suivi l'itinéraire de la folie de Rita, — Veronika dans le film —, d'errances en désespérances, de tentatives de suicide en hôpital psy.

Tandis que Veronika déambule dans Berlin l'Absurde, la ville mutilée, toujours baignée d'un bleu de crépuscule ou de pluie, où même les illuminations de Noël ne riment à rien, les yeux d'Helma frôlent les graffitis du Mur-symbole : « No mercy, no future ». Pas de salut, pas d'avenir. Et jamais un rayon de soleil pour adoucir la réalité.

Ce monde-là est-il donc « normal » ? La maladie de Veronika n'est que le paroxysme d'un mal-être universel, la recherche éperdue de l'Amour et de Dieu dans un monde d'où ils sont inéluctablement absents. Parce qu'elle se croit investie d'une mission divine pour expier les péchés et les souffrances de la Terre, elle se donne, dans les pires conditions, à tous ceux en qui elle voit la réincarnation du Christ, les plus déshérités, les plus paumés, les plus frustrés : vieillards, handicapés, immigrés... A toute cette misère répondent les crises, les cris de Veronika : « Mon Dieu, c'est trop, ça ne peut plus continuer, c'est trop... ».

Le choc des scènes que certains qualifient d'insoutenables (veines entaillées, suicides ratés baignant dans le sang — seule couleur éclatante —, hémorragie lorsque Veronika s'offre un avortement au premier immigré dans la rue), ne sont, à mon avis, ni complaisance ni délectation sado-maso de la part d'Helma Sanders. Le chemin de croix de la fille offerte, c'est un long cri qui rejoint d'une manière plus brutale, plus physique, celui de Margaret Von Trotta dans « Les Années de Plomb » — à voir absolument ou à revoir si ça repasse dans un ciné-club de votre ville — où deux sœurs, adolescentes grandies dans l'Allemagne dénazifiée des années cinquante, sortent en larmes et en nausées de la projection d'un documentaire sur les horreurs fascistes. Quelques années plus tard, cette culpabilité profonde, liée à leur prise de conscience des problèmes du tiers-monde, déterminera leur engagement, l'une dans le militantisme féministo-gauchiste, l'autre dans l'action terroriste. Dans « Possession » d'Andrzej Zulawski, on retrouvait ce même thème de l'expiation — traité dans un style plus fantasmagique — lorsqu'Anna accouchait d'un monstre symbolique dans les couloirs du métro de Berlin.

Quand l'Allemagne, mère criminelle dont parlait Brecht, cessera-t-elle de névroser ses enfants ? Contrairement à d'autres cinéastes allemands, tel Fassbinder, qui se sont laissés aller à la nostalgie trouble des délires hitlériens, Helma Sanders a résolument choisi, à travers l'histoire vraie d'une femme, de vomir les vieux démons et le monde sans âme qu'ils ont engendrés.

Danièle Niot.



Graffiti sur le mur de Berlin, côté ouest (nov. 82).

Photo Jacques Guérin

DISQUES

Brumes en Ibérie

Bien loin des Irlandes ténébreuses et agitées, des Écosse héroïques et lointaines, presque exotiques, des Breagnes si tourmentées, et j'en passe... la Galice est un peu le parent pauvre de la mythique Celtie, perdue qu'elle est dans des pays de soleil, de fados et de seguidillas. Il m'est arrivé bien souvent de me marrer doucement en entendant de doctes personnages souligner sans rougir la parenté musicale entre la Galice et les autres pays celtes, sous prétexte que la quaita est de la famille du biniou breton et des pipes irlandais ou écossais. Comme si les outres à tuyaux ne figuraient pas parmi les plus universels des instruments.

En écoutant « A Galicia de Maeloc » je n'ai plus envie de me marrer, du tout. Les sept musiciens de « Milladoiro » ont réussi à mettre un peu de brume atlantique sur les musiques ensoleillées de la péninsule ibérique. L'atmosphère est-elle propre aux airs eux-mêmes ou aux arrangements ? Je ne saurais toujours le dire, mais l'effet est là, particulièrement évi-

dent dans certains morceaux comme « Alala-Muineira-Jiga » ou « Danza de Astureses » présentés comme traditionnels, ainsi que dans « Rosalia » et « Ila vai o mar » composés par deux des interprètes du groupe. Certaines orchestrations font irrésistiblement penser à certains arrangements des Chieftains (comparer certains passages de « Danza de Astureses » et « Bonaparte's retreat »).

Bien entendu, tout n'est pas de la même veine et beaucoup de morceaux correspondent mieux à l'idée que nous nous faisons des musiques de ces contrées. L'ensemble est en tous cas une réussite.

C'est une amie qui m'avait prêté ce disque (je tais son nom pour qu'elle ne soit pas trop sollicitée). Mais je m'en vais de ce pas chez mon disquaire préféré.

Jean-Yves Monnat.

Milladoiro : « A Galicia de Maeloc ». Escalibur, BUR 809.

Fañch VIDAMENT

Silhouettes trapues, visages nus, paysages tranchés, hameaux massifs, les couleurs mariant chaque élément de ses toiles avec une surprenante fluidité... Fañch Vidament est mort le mois dernier à l'âge de 34 ans. Ce « peintre et paysan, paysan et peintre » ainsi qu'il se définissait, Pierre Morvan l'avait rencontré à plusieurs reprises et notamment pour le P.B. lors de l'exposition qu'il fit cette année dans un CES de Paimpol, sa ville natale. Nous publions ses propos.

*
**

« C'est une idée formidable, que de montrer la peinture aux enfants. Les gens ne connaissent pas la peinture, parce qu'on ne leur a pas appris. Ici, sur 28 heures de cours par semaine, il n'y en a que deux consacrées à l'art : une heure pour le dessin, une heure pour la musique. Et encore faut-il avoir la chance que le prof s'y intéresse vraiment. Il faut montrer que la peinture c'est important, comme le reste, pas plus, mais pas moins ».

Désacraliser l'« artiste » c'est aussi l'un des combats menés par Fañch Vidament : *« J'ai eu beaucoup de difficultés pour montrer aux gens que j'étais un homme comme les autres, que j'avais envie de « faire » peinture, comme d'autres ont envie de devenir pêcheur, prof... Le peintre est comme le boulanger, il a un rôle social évident à jouer : l'homme, s'il a besoin de manger ou de boire pour vivre, a également besoin de l'art ».*

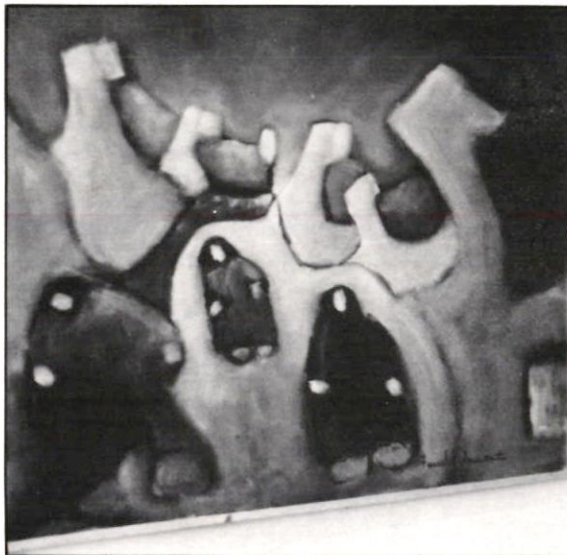
Fañch Vidament, peintre-paysan ou paysan-peintre ? *« Au départ, j'étais certainement peintre, c'est le métier que j'avais choisi depuis très longtemps ; et puis je me suis aperçu que je ne vendais pas mes tableaux. Alors, comme il me fallait bien vivre... je me suis retrouvé paysan. Pas tout à fait par hasard : ma femme est fille de paysan, et puis j'aime bien les bêtes, j'aime aussi le contact avec les hommes... D'ailleurs, tout le monde peint la moisson, les foins, le casse-croûte à la ferme : de « photographe » je suis devenu acteur. Mais j'ai aussi continué à peindre. Et c'est beaucoup plus facile de reproduire quelque chose que l'on connaît bien. Ce qui est dur, ce sont les conditions de travail imposées aujourd'hui aux paysans et qui ne laissent que peu de temps pour se consacrer à autre chose, comme pour moi la peinture ».*

La place occupée par la Bretagne dans son œuvre ? Elle est grande : *« Je peins les paysans bretons, je peins les hommes qui vivent en Bretagne, je suis Breton. Et ce n'est pas parce que je ne peins pas un Triskell ou une Vierge que je ne suis pas peintre breton. Je n'ai pas non plus besoin de peindre des bateaux ou des couchers de soleil sur la rade pour affirmer mon identité ».*

Il poursuit : *« Quelqu'un m'a dit une fois que l'essentiel est de parler breton. C'est important d'avoir une langue, c'est vrai, mais c'est aussi important d'avoir une culture. La langue sans la culture, c'est comme quelqu'un qui a un pardessus et qui est à poil dessous ».*

Fañch Vidament parle souvent par image. Un langage simple, carré, comme sa peinture, à la portée de chacun. Ce qu'il veut avant tout, c'est amener une réflexion chez les gens : *« Le peintre est là pour donner des idées, proposer. Aux gens d'imaginer... ».*

P. M.



Fañch Vidament



Photo Pierre Morvan

KENAVO, Erwan PERSON...

Elles furent simples et émouvantes les obsèques bretonnes de ce petit-fils de marchand de chevaux de Plounérin, devenu professeur d'histoire africaine à la Sorbonne. Yves Person avait fait de Plestin-les-Grèves sa paroisse de vacances et d'élection. C'est là, dans sa grande maison « Ingal eo », située à quelques mètres de la plage de St-Efflam qu'avec le concours de sa vaillante épouse, il recevait ses nombreux amis, les amis du socialisme, les amis de la Bretagne, les amis de la liberté. On était d'emblée entraîné dans le courant, dans le torrent de son verbe impétueux et sonore : Person subjuguait. Mais cet humaniste raffiné, doté d'une immense culture, avait le respect inné et absolu de la liberté d'autrui.

Il fut, lui l'anticolonialiste, administrateur colonial en Afrique, avant les indépendances. Puis, ayant rédigé et soutenu une thèse-fleuve, torrentielle elle aussi, sur « Samori et la renaissance de l'empire madingue », il devint professeur à la Sorbonne... Il aurait aimé voir sa chère Bretagne dotée de l'autonomie culturelle, au moins. Lui qui déclarait ingénument que c'est, de nos jours, une infirmité de ne pas savoir l'anglais, était farouchement attaché à la langue bretonne, avec laquelle pourtant, comme aurait pu dire son grand-père, on pouvait tout juste aller jusqu'à Guingamp. Il avait appris le breton, et continuait de défendre les langues africaines. A son breton, il s'efforçait de conférer les intonations de son cher Trégor. Il était navré quand un bretonnant lui écrivait en français, fût-ce « pour gagner du temps », ou « pour se faire mieux comprendre ». Il répondait au moins par un paragraphe en breton. Au téléphone, il démarrait en breton, puis surgissait le torrent du français...

C'était un intellectuel, capable de dévorer une somme incroyable de bouquins par semaine, sans connaître les lotissements de l'indigestion. Mais il n'avait rien d'un cérébral : tout cela embrayait sur la vie. Person était, encore une fois, un ami de la liberté, un ami de tous les hommes, un ennemi acharné de toutes les idéologies dévastatrices, de tous les impérialismes, français, anglais, américain, soviétique... Ce professeur professait dans sa chaire assurément, mais aussi chez lui, en voiture, partout : il voulait convaincre. Il était d'une immense générosité, avec un reste de candeur enfantine

(mais non pas puérile) si inattendu et si touchant chez cet adulte taillé en Hercule et qui aurait pu impressionner. Erwan était un tendre, et n'a-t-on pas écrit que l'avenir est à la tendresse ? Si son intelligence était vive, lumineuse, capable d'embrasser de vastes ensembles, chez lui pourtant c'était le cœur qui semblait commander. Et il parlait, il parlait, en faisant de grands gestes : il évoquait le royaume d'Utopie, où Bretagne, socialisme, liberté, Marx et Jésus feraient bon ménage. L'alliance chez Person de la force tumultueuse et d'une naïveté désarmante en faisait un être attachant : la droiture de cet homme qui ignorait tout des roublardises du maquignon était, parmi les hommes politiques qu'il fréquentait, une exception sans doute...

Avec Person, il était difficile, sinon impossible, d'« en placer une ». Quand on le quittait, on était bien un peu « groggy »... mais galvanisé et réconcilié une fois encore avec l'espèce humaine : dans ce travail de réconciliation, il faut quelquefois être un peu aidé...

Person fut très tôt membre d'Ar Falz, et même président, plusieurs années durant, de ce mouvement de promotion du breton dans l'enseignement public. A Paris, il fit partie du club des « Bonnets Rouges », appartenant au PSU, puis, dans la foulée de Rocard, rejoignit le PS. Il appréciait l'UDB : que de militants de cette formation il a reçus à St-Efflam !

Voici deux ans, une tumeur se déclara au cerveau. A la suite d'une intervention chirurgicale, il y eut un léger mieux. Puis, inexorablement, le mal reprit. Il n'avait que 56 ans quand la mort est venue le saisir. L'autre soir, ce vendredi 19 novembre, les restes d'Erwan Person arrivèrent au cimetière de Plestin. La famille et un groupe compact d'amis très fidèles étaient là. Tout fut très simple : pas de discours. Le prêtre fit chanter le vieux cantique de saint Hervé :

Jezus pegen bras 've
Plijadur an ene
Pa ve en gras Doue
Hag en e garante.

Sur une gerbe, un carton était fixé, avec cette mention manuscrite : « D'hon sad ha d'hon sad-kozh karet ».

Kenavo, Erwan Person...

Vos bijoux celtiques or et argent
Collection importante



Roger MINGANT

Horloger-bijoutier

95, rue de Siam - 29200 BREST - Tél. 46.06.02



**Bertrand
CASTERET**



AGENT GÉNÉRAL

5, rue de la Halle-aux-Blés
35400 SAINT-MALO

Tél. : (99) 40.81.74



**BRULERIE
DE CORNOUAILLE**

Le spécialiste des cafés fins

TONGA - NOUVEAU : TROPICANA 100% Arabica
TORRÉFACTION - PLONEOUR-LANVERN - Tél. (98) 87.62.81

**WARENGHEM
LANNION**

Tél. : (96) 37.00.08



Toutes liqueurs
Spécialités bretonnes



J. COURTÉ

BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

37, Route de Quimper, **BREST** - Tél. 02.11.72 - B.P. 345
Z.I. de Kerhuel, **QUIMPER** - Tél. 90.24.25 - B.P. 419

« Breizh Kabigs »

247, rue Jean-Jaurès

Petite et grande taille

« Yveline »

Prêt-à-porter féminin

1, rue Inkerman - 29200 BREST

interlude

38, rue Yves-Collet, **BREST**

Tél. 44.36.89

Le spécialiste fournitures Beaux-Arts
et activités manuelles



2, str. ar Roue Galon
KEMPER

Embannadurioù ha levrioù breizheg
Pladennoù hag artisanelezh keltig
Gwelstas ar Fur
Tél. 95.42.82



Escaliers - Portes - Fenêtres

BREIZH-MENUISERIE

YANN GUEGUEN

Plomelin - 29000 KEMPER - Tél. 55.11.42

OVATION
LOWDEN
ARIA
GOMEZ
TAKAMINE
SEILER
SAUTER
ZIMMERMANN
MAEARI
SELMER
BUFFET
COURTOIS
COUESNON
YAMAHA



VOUS AIMEZ LA MUSIQUE ?
VENEZ NOUS VOIR

ART & MUSIQUE

2 rue Ducouëdic **BREST**

tel: 80-47-41

LIBERTY

BAR - SNACK

Consommations de 1^{er} choix

Musique tous les soirs

Tél. (98) 40.90.92

3, rue Jacques-Cartier
35400 SAINT-MALO

Librairie Moreau

15, place de la Cathédrale
TREGUIER - Tél. 92.32.76

Toutes les éditions
sur la Bretagne et en
langue bretonne

JE SUIS TOMBÉ SUR LA TÊTE !!

quand vous apprenez par la presse qu'un homme est mort étouffé par la queue du poisson qu'il venait de pêcher en voulant l'achever d'un coup de dent qu'un autre est monté sur une poubelle pour espionner sa femme par le vasistas, que la poubelle a glissé et que le mari jaloux est mort ainsi pendu, si vous imaginez de surcroît la tête de l'épouse (qui en fait était chez la voisine) quand elle est rentrée à la maison, quand vous apprenez encore qu'un désespéré s'est jeté du 6^e étage pour se relever sans une égratignure et engueuler alors ceux qui se portaient à son secours avant de remonter tout simplement se coucher... **Comment diable faites vous donc pour rester toujours aussi sérieux !...**

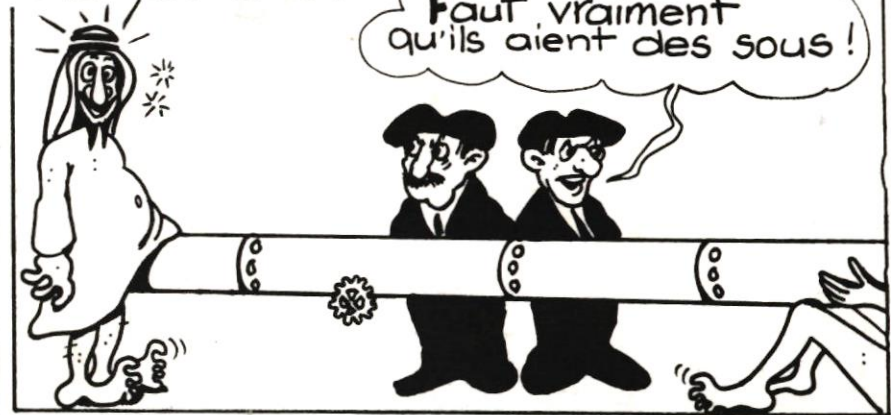
MONSIEUR RAMSES II POUR-SUIT TOUJOURS SON MOUVEMENT DE GRÈVE DE LA FAÏM...

Et j'ai obtenu le soutien de vercin-,
-gétorix et d'andre
bergeron !



avec l'arrogance de leurs pétro-dollars
**LES ÉMIRS SE FONT FAIRE DES
PIPE-LINES AU BOIS DE BOU-
-LOGNE !!**

Faut vraiment
qu'ils aient des sous !



Tout de même le
Kamarade Brejnev
quelle force de caractère



**SUICIDE ÉTRANGE:
DEUX BALLES DANS LA TÊTE...**

avec **TUNET**
une seule cartouche
aurait suffi !..



**LA POLICE EXPÉRIMENTE UN NOUVEAU
MODÈLE D'ALCOOTEST....**

**BON ! SI TU PEUX RESTER
COMME ÇA SUR UN PIED PENDANT
UN QUART D'HEURE... ON FERME LES YEUX !**

**ZINON !
Z'EST L'HÔPITAL
BZYCHIATRIQUE !**



on voit sur notre
document deux
policiers en civil
essayer le nouveau
procédé en maltraitant un malheureux
-tant, un malheureux
-traité de l'ar-
-mement. Si
c'est ça le
socialisme...